

hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente de l'Internationale des fédérations anarchistes

le monde libertaire

Face à l'État

Raffarin lâche ses flics, les médias mettent la contestation sous l'étouffoir et les syndicats nous baladent en pique-nique. Nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes pour organiser la riposte.



Photo: S. Garcia

M 02137 - 1325 - F: 2,00 €



2€

ISSN 0026-9433

« La grève générale avait pour but de mettre en valeur la puissance d'action dissolvante de la classe ouvrière et, outre cette manifestation morale, d'atteindre matériellement ses adversaires, de les frapper dans leurs besoins et dans leurs plaisirs. »

Émile Pouget et Émile Pataud, Comment nous ferons la révolution

hebdo n° 1325

du 19 au 25 juin 2003

Sommaire



- La Fédération anarchiste a tenu son **congrès**, ça avance bien, page 4
- L'école** devrait libérer les esprits et non les encaserner, par T. Rosell, page 6
- D. Vidal examine la **journée d'actions du 10 juin**, page 7
- Une ouverture de manif très très **flic** à Paris, Monsieur Frédérique, page 7
- à la **mairie de Rouen** aux grévistes, par V. Benito, page 8
- Action directe**: à La Rochelle, le Medef qui pète le feu, par T. Rosell, page 8
- Le gouvernement embraye sur la casse de la **Sécurité sociale**, par Bruno, page 9
- Des syndicats se jettent dans la **bataille du Rail**, page 10

L'autruche de F. Ladrissse tape du bec tout azimut, page 10

L'anti G8 côté suisse raconté par Pink block et Black block, page 11

Sexe, et normes discriminatoires, par Muriel, page 17

J. Hénocque apostrophe les flemmards de la **France d'en haut**, page 19

Les zines, disques et autres livrés **En vrac**, par A. Sulfide, page 20

Auteurs de garde, au cœur de l'hôpital, une note de lecture d'André, page 21



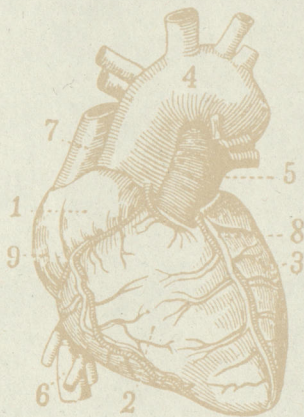
Agenda et **Radio libertaire**, page 22

Des cartes postales en soutien aux **Roms** en galère, page 23

Un nouveau groupe **Anarchie** est né dans l'Essonne, page 23

A Quimper aussi **les grévistes** s'invitent à la mairie, page 23

Le 10^e Gala **Salut Léo** aura bien lieu, page 23



Directeur de publication : Bernard Touchais
Commission paritaire n° 0906 1 80740
Imprimerie EDRB (Paris)
Dépot légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - EDRB
Diffusion NMPP

Le Monde libertaire est imprimé
sur papier recyclé.

Photos et illustrations de ce numéro:
droits réservés.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Tarifs (hors série inclus)	France • (* DOM TOM)	Sous pli fermé • France	Étranger **
3 mois 13 n ^{os}	○ 20 €	○ 32 €	○ 27 €
6 mois 25 n ^{os}	○ 38 €	○ 61 €	○ 46 €
1 an 45 n ^{os}	○ 61 €	○ 99 €	○ 77 €
Abonnement de soutien	○ 76 €		

• pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction en France métropolitaine (sous bande uniquement)
** les chèques tirés sur des banques hors France subissent une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement postal international sur notre compte chèques postal (CCP)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage

(en lettres capitales)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Chèque bancaire

Virement postal (compte CCP Paris 1 128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico (à joindre au bulletin)

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tel : 01 48 05 34 08 - Fax : 01 49 29 98 59

2 abonnez-vous !

Le Monde libertaire, du 19 au 25 juin 2003

Editorial

LES ANARCHISTES sont convaincus de n'avoir rien à attendre de qui que ce soit pour défendre leur pain et leur dignité. Nous ne nous étonnons donc pas du sabotage de la grève par des syndicats réformistes revendiquant un dialogue privilégié avec les capitalistes et leur valetaille d'État? Ils ont maintes fois prouvé leur capacité à saper les mouvements sociaux. C'est qu'ils ont pléthore d'improductifs à nourrir! Et leur soif de cogestion et de respectabilité ne peut faire croire à leur volonté de bâtir un monde égalitaire. Quand bien même ils le voudraient, leur logique les en empêche et ils se retrouveraient le callipyge coincé entre deux chaises. Les fondateurs des Bourses du travail et de la CGT à la fin du XIX^e siècle – les Pelloutier et Pouget et autres – le proclamaient déjà: ne jamais hypothéquer le syndicalisme sur l'autel des politiques. Prôner le gouvernement de soi-même comme garantie de notre dignité et liberté consiste à rester maître de nos outils adoptés pour nos révoltes. Qu'il s'agisse de comités de quartier, d'assemblées générales, de comités de grève, de coordinations, de collectifs, de réseaux d'échanges et bien sûr de syndicats.

Dans l'état actuel du mouvement, beaucoup de grévistes – certains pour la première fois de leur vie – réalisent que l'État n'offre que la trique et les leaders syndicalistes la poudre aux yeux; quand à « l'opposition » gauche plurielle... On pouffe, tellement elle est dans le schwartz! Si les directions confédérales exaspèrent les acteurs du mouvement, que dire de l'immobilisme des salariés non grévistes? À la décarade de cette lutte, c'est pourtant toutes et tous, public comme privé qui se mangeront la réforme des retraites. Sans parler de celles à venir.

Les grévistes font le riche apprentissage de la lutte en s'organisant et en portant eux-mêmes leurs actions revendicatrices. C'est un aspect positif à cultiver pour gagner en efficacité dans les prochains combats. Et puis, l'idée se propage petit à petit; rompre avec la logique des gangsters. Ces parasites qui se gonflent le morlingue sur notre dos, et nous imposent un mode d'existence des plus infames. De fait, les anars n'ont pas besoin d'appeler à percer quelques péritaines patronales pour qu'on reparle d'eux dans les médias. Construire une société juste et égalitaire – fondée sur la gestion directe des moyens de production, le partage et l'entraide – passe par l'abolition de la propriété individuelle et du salariat. Et pour cela, il faut aussi combattre toutes les sources de domination individuelle et collective – dictature du prolétariat comprise – tant économique, religieuse que politique. Hors sujet la révolution sociale et libertaire?

Jipé

Ce ne sont pas des journées de grogne mais des journées de lutte

QUI SE SOUVIENT encore des grandes manifestations étudiantes de 1986? Leurs causes, leurs buts, leurs revendications. Plus grand monde. Elles ne portent plus qu'un nom celui de Malik Oussékine assassiné par des policiers à moto, et encore! La presse cette fois-ci avait laborieusement fait son devoir et l'on vit même à l'occasion un présentateur du JT de 20 heures la larme à l'œil. C'est trop injuste.

Cette année on ne déplore toujours pas de mort, alors que dire dans les journaux pour vendre de la pub? C'est encore vers le sensationnel qu'il faut regarder. Les événements du 10 juin au soir devant l'Assemblée nationale sont symptomatiques du traitement réservé par la presse. Certains journalistes n'y ont vu que sept arrestations là il en fut près d'une soixantaine. Incidents, affrontements là où il ne faut voir que l'autodéfense.

Il existe bien sûr les sacro-saints casseurs. Ceux par qui le malheur arrive, dévoreurs d'enfants et buveurs de sang. Les autonomes ayant fait leur temps, ce sont bien ceux-là les responsables: ces insolents, ces incultes qui empêchent les représentations du Théâtre national de l'Opéra de se dérouler normalement. Casseur mon ami, n'as-tu pas oublié de piétiner les esquimaux avec tes Doc Marten's? Eh oui! Partout où ça pète où ça cogne où ça frite ils sont là sans vergogne avec les foulards et les tites lunettes prêts à l'emploi. On n'a pas encore vu les blacks blocs chez nous mais ça va pas tarder. Les syndicalistes les plus radicaux se seront bien évidemment reconnus. C'est la confusion complète entre trotskistes infiltrés, anarchistes, délibérément entretenue pour faire



10 juin à Paris, les grévistes à l'Opéra. Photo: S. Garcia

monter la peur. Il n'y a plus guère que Thibault d'à peu près montrable. Mais après tout il a tout fait pour. Ça va bientôt devenir l'homme de l'année dans les revues de presse de fin d'année avec l'automne qu'on lui prépare.

Et ouais ils nous font vraiment chier avec ces grèves. Tout est fait dans la presse pour persuader le travailleur zélé de maudire cette race de privilégiés (RATP, SNCF, Impôts, Éducation nationale, etc.) des fois même pas touchés par le plan Fillon-Chérèque. Rien de plus impopulaire qu'une bonne marche à pied, qu'un métro surchargé, que des mômes à faire garder. J'espère secrètement que le conducteur du métro non gréviste se sera fait pourrir par les plus atrabilaires de ces papillons affolés par une pétition à signer. Paris pagaille, mardi noir, les journées de lutte se transforment en journées de grogne.

L'important finalement sera la photo la plus sensationnelle: je retiendrai le canon à eau c'est très tendance depuis Évian c'est pas mal, le nombre de manifestants entre celui des renseignements généraux et celui des organisations syndicales, c'est amusant aussi. On a même eu droit aux méthodes de comptage, à la débrouillardise, au covotourage, à la question la plus con: alors on a fait bon voyage dans le TGV? Ducon! T'attends quoi comme réponse?

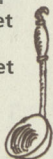
Hé les pisse-copie vous allez nous la faire jusqu'à l'âge de la retraite? Eh ben vous êtes pas au bout! À moins que...

La semaine prochaine, un dossier sur les médias et la grève.

Fédération anarchiste

60^e congrès

Les 7, 8 et 9 juin, les anarchistes fédérés ont tenu congrès, accueillis par leurs camarades de Besançon. L'occasion d'échanger sur nos implications militantes et aussi de cuisiner de nouveaux projets pour étendre nos idées et pratiques. Deux motions ont adoptées par cette assemblée.



Motion antipatriarcale

LE 60^e CONGRÈS de la Fédération anarchiste réaffirme la nécessité de la lutte antipatriarcale, définie comme la lutte contre le système social qui organise la domination politique, économique, culturelle et sociale des hommes sur les femmes au travers des constructions sociales que sont la « féminité » et la « masculinité », intégrées à grand renfort de modèles éducatifs sexistes.

Inégalités de salaires, d'accès à la parole, domination et violence physique, psychologique et sexuelle, exploitation économique des femmes et des enfants au moyen du travail domestique, homophobie, lesbophobie et transphobie, aliénation individuelle par les schémas virilité/soumission, déni du droit des individu-e-s à disposer de leur corps, restent la triste réalité sociale.

Afin de reprendre l'offensive sur le sujet, il convient d'agir selon deux axes :

— Sur le plan social : s'attaquer aux fondements du patriarcat et sa matérialisation, le sexisme, de manière collective et organisée : contre le publisexisme, contre les modèles sociaux masculins/féminins obligatoires, contre l'homophobie, la lesbophobie et la transphobie, contre la prostitution et la pornographie, pour le droit des femmes à disposer de leur corps, contre l'exploitation économique (utilisation du travail gratuit des

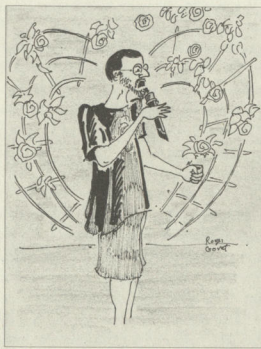
femmes dans la sphère domestique, inégalités des salaires). Pour cela, dans la mesure du possible, des outils collectifs (campagnes, affiches, autocollants) seront mis en place sur proposition notamment de la commission antipatriarcale.

— Assurer la place des femmes et des féministes au sein des organisations dans lesquelles nous sommes investi-e-s. Pour cela, nous devons être particulièrement vigilant-e-s quant à nos pratiques individuelles et collectives : remise en cause des fonctionnements et

comportements sexistes intégrés du fait de l'éducation, création d'un cadre fraternel et sororal de discussion permettant un accès égal et réel des femmes à la parole. De même, la féminisation des textes, autocollants et affiches produites est souhaitable, en ce que le langage est l'intermédiaire par lequel nous donnons sens aux choses et aux phénomènes sociaux, économiques, culturels, politiques, etc. Sous-estimer l'importance du langage et surtout du langage genré, c'est renoncer à s'attaquer à un facteur important de reproduction sociale de l'ordre patriarcal.

En tant que femmes et hommes militant à la Fédération anarchiste, nous savons que nous ne nous situons pas en dehors des rapports de domination qui structurent cette société, même si nous aspirons à en sortir afin de réaliser la liberté réelle et l'égalité politique, économique et sociale. Nous devons donc nous donner les moyens de les déconstruire au niveau individuel et de les abolir au niveau collectif, par l'action individuelle et la lutte sociale, qui sont complémentaires et en rien contradictoires.

C'est donc à l'ensemble des militants et militantes de la Fédération anarchiste de faire exister cette problématique et ces pratiques, en ce que nous refusons toute hiérarchie entre les luttes.



Construisons la grève générale!

FA, 60^e congrès

LE MOUVEMENT SOCIAL actuel, avant de devenir massif, fut impulsé par les maîtres d'internat-surveillants d'externat (MI-SE), les aides-éducateurs et les emplois-jeunes. Le conflit, entamé en octobre 2002, trouva un souffle nouveau lorsque l'ensemble des personnels de l'éducation nationale réagirent à la loi sur la décentralisation (plan Ferry).

Puis, l'annonce du plan Fillon mobilisa plus largement encore. Elle entraîna la jonction de la lutte avec le secteur privé, et avec une dimension interprofessionnelle. La décentralisation de l'État, initiée par la gauche en 1983, et la casse du service public répondent à une maximisation des profits, voulue par le capital. Elle passe par l'abaissement du coût global du travail (licenciements, précarité, flexibilité) et la recherche de nouvelles sources de profits à des fins de spéculation (privatisation des services publics, remise en cause des retraites et de la protection sociale).

Parallèlement à cela, les gouvernements successifs ont adopté des dispositifs sécuritaires (loi sur la sécurité quotidienne et loi sur la sécurité intérieure) dont les

travailleurs et les travailleuses en lutte subissent les effets de plein fouet. Face à la répression, l'entraide et la solidarité doivent être nos réponses.

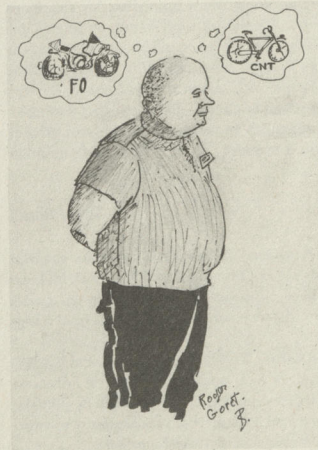
Malgré la montée en puissance du mouvement et la généralisation de la grève reconductible, les directions syndicales n'ont pas entendu les attentes des salariés en lutte: pas d'appel à la grève générale, journées d'action éparées. Sur le fond même, les trahisons attendues et l'absence de positions lisibles des confédérations majoritaires sont les éléments supplémentaires qui freinent les dynamiques de lutte. D'autre part, toujours soucieux de préserver les intérêts du patronat et de l'État, les médias après avoir les avoir tués, minorent maintenant les mobilisations.

L'effervescence du mouvement a permis des liens entre différentes catégories de personnels, la mise en cause de la hiérarchie syndicale, la volonté d'échanger de l'information, l'émergence de créativité solidaire, des actes de désobéissance et, surtout, la constitution et la pérennisation d'assemblées générales et de comités de grève souverains. C'est ce type de pratique libertaire qui a seul permis la continuité de la mobilisation.

Quelles que soient les concessions qui seraient faites par l'État, la logique capitaliste sera toujours à l'œuvre, comme cela se passe aussi dans d'autres pays (Autriche, Allemagne, Portugal, etc.). Seule la grève générale autogestionnaire et l'extension du conflit, y compris en dehors du monde du travail, permettront non seulement de mettre à bas les plans patronaux et gouvernementaux, mais aussi d'ouvrir les perspectives d'une autre société.

Les militant-e-s de la Fédération anarchiste investi-e-s dans les luttes sociales en cours appellent:

- à intensifier et étendre le mouvement sur des bases autogestionnaires;
- à généraliser la grève interprofessionnelle public-privé;
- à construire les bases d'une société libertaire fondée sur le partage égalitaire des richesses dans une optique émancipatrice qui passe par l'abolition du salariat et du capitalisme.



vers une école solidaire et égalitaire

LA MOBILISATION des enseignants aura eu le mérite de porter sur la place publique les enjeux d'une éducation au service de tous. Les profs, instits, personnels attos n'auront jamais autant parlé d'objectifs sociaux, culturels de leur fonction. Ils n'auront jamais tant lu, écrit, appris sur leur métier que pendant cette grève. Le débat est réellement citoyen: les techniciens en sont dépossédés, et c'est une grande victoire!

Si l'école risque une régression historique peut-on se contenter du présent, du repli frileux sur l'institution républicaine? Quand les forces vives de la mobilisation dénoncent la marchandisation des savoirs et réclament l'égalité de tous devant l'instruction et la culture quelles alternatives se dessinent à l'horizon?

L'école des Ferry ne nous « boat » pas

« Tant que le savoir demeure une marchandise. Il doit rester rare pour conserver sa valeur. »¹

Il ne suffit donc pas de se mobiliser pour garder une unité géographique ou financière de l'école publique, d'en améliorer les conditions de travail pour que le système éducatif soit égalitaire. Le décalage entre les savoirs scolaires et l'environnement social s'accroît au fil du temps. 70 % des collégiens sont confrontés à des savoirs qui n'existent qu'à l'intérieur de l'établissement. L'école publique a divisé les apprentissages: les savoirs sont construits avant l'élaboration des actions sur le monde. Ce mode d'apprentissages est figé, coupé de la société il se suffit à lui-même. C'est une machine de hiérarchisation culturelle, productrice d'inégalités et donc... irréformable! Pour casser cette spirale de la reproduction, il suffit dans un premier temps de globaliser les apprentissages en leur redonnant sens. Se questionner soit dans le groupe, construire des liens entre formation intellectuelle et activité de production agirait sur les rapports entre savoirs scolaires et pratiques sociales. Cette conception de l'acte d'apprendre est complexe et s'inscrit dans une transformation sociétale. L'éducation a pour préalable la formation de la personne en tant que sujet social, créateur de savoirs. Ce processus s'inscrit dans un idéal d'une société solidaire et égalitaire. Repenser le service public d'éducation revient donc à transformer, à complexifier et non à conserver.

La transformation de l'école est avant tout politique

Si nous voulons annuler la taylorisation de la scolarité, éviter d'assimiler toute globalisation éducative à la libéralisation économique des outils culturels, il faut à la fois complexifier l'acte d'apprendre, redéfinir le rôle des enseignants, imposer la mixité sociale, le tout dans un cadre suffisamment collec-

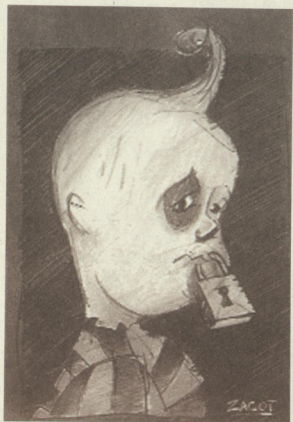
tif et capable de produire des égalités et solidarités. Vaste projet! Mais le seul capable de sortir de la marge les expérimentations éducatives – véritables forces propositionnelles –, de transférer des savoir-faire, des savoir-être, travaillés depuis des lustres par des équipes pédagogiques² pour construire dès aujourd'hui une charte de l'éducation égalitaire. Sortir du manichéisme: le national, l'unicité rigide des programmes sont porteurs d'égalité alors que l'expérimentation, la nécessité d'apprendre à apprendre (maîtrise des langages, valorisation des compétences) servent trop les intérêts des marchands de culture. En construisant un contrat éducatif pour tous et ce sur tout le long de la vie, en donnant aux acteurs (collectivités, professionnels, usagers) les moyens financiers et structurels dont ils ont besoin pour travailler, en prolongeant la scolarité fondamentale, en maintenant une couverture géographique et socialement hétérogène des services publics d'éducation, en valorisant les projets éducatifs, les directions collégiales, en globalisant la fonction éducative (passage incessant entre personne, ressource disciplinaire et responsable de projet), l'école est durablement et profondément changée.

Les enjeux de la transformation de l'école

Travailler moins pour étudier, s'amuser et jouer un rôle social n'était-ce pas l'objectif de la journée de huit heures? La transformation de l'école reviendrait de fait à bouleverser la société. On apprend non plus pour trouver du boulot mais pour s'inventer un rôle sociétal.

L'école n'a pas à encaserner mais à révéler et à fortifier les potentialités immenses des enfants et des jeunes. De fait, cet outil se met au service des populations. Et cela est inacceptable de la part du pouvoir. C'est de tout cela qu'il s'agit quand on parle dans les AG, les forums, les barrages filtrants de la décentralisation de l'éducation ex-nationale. Nous avons des propositions à faire, des espaces éducatifs à inventer... et c'est peut-être le moment où jamais!

Thyde Rosell



la lutte continue



Le 12 juin à Paris (photo: M. Frédéric)

TOUT LE MONDE le sentait bien: l'enjeu de la nouvelle journée d'actions et de manifestations du 10 juin, c'était de prendre le pouls, et de généraliser le mouvement. Comme il fallait s'y attendre, les hiérarchies syndicales n'ont pas élargi le mot d'ordre de grève reductible, et tentaient de garder le contrôle d'une situation qui leur échappait. La base du mouvement, unie dans les assemblées générales et actions interprofessionnelles, était la plus forte. Mais la fatigue et le manque de soutiens confédéraux fissuraient déjà l'enthousiasme. Tout cela s'est traduit dans les faits par des manifestations globalement moins importantes, par des dissensions dans les cortèges et les assemblées générales, à l'initiative des gardes prétoriennes syndicales, et par une radicalisation des mots d'ordre et des actions.

Entre Nantes et Saint-Nazaire, le chiffre des manifestant(e)s tournait autour de 50 000 personnes. Des coupures de courant ciblées menées par le personnel d'EDF, une action escargot le matin, et une manifestation contre un rassemblement de patrons de la CGPME ont rythmé la journée.

À Nancy, des milliers de manifestant(e)s se sont séparés lorsque la pluie a commencé à tomber. La décoration de la place Stanislas fut réalisée, alors que les intermittents du spectacle ont occupé l'opéra, renforcés par des soutiens extérieurs. Ils ont été évacués par la police, sans mal.

À Metz, 200 personnes (dont pas mal de libertaires) ont occupé la gare pendant plus d'une demi heure, et ont été évacués par les CRS. La SNCF porte plainte. Puis les

occupant(e)s sont allés épauler un piquet de grève au centre de tri.

À Lyon, 40 000 personnes ont marché ce mardi 10 juin. À Lille plus de 30 000 manifestants; comme à Lyon, de plus en plus de banderoles d'établissements en lutte apparaissaient. Sur la Grand Place de Lille, les salariés de l'entreprise Coventry-Lever, qui doivent recevoir leur lettre de licenciement le 18 juin, distribuaient de la lessive. Les CRS qui montaient la garde devant le siège local de l'UMP en recevront quelques paquets, agrémentés d'œufs. Le siège du Medef avait eu droit à ce traitement un peu plus tôt.

L'exaspération des manifestants était réelle. À La Rochelle, les 10 000 à 15 000 manifestants étaient très entourés par les services d'ordre de la CGT et de FO. À Besançon (plus de 5 000 personnes), c'est le service d'ordre de Force ouvrière qui a organisé un cordon sanitaire devant le local du Medef qui a quand même écopé de quelques jets de bouteilles et de peinture. Enfin, devant la préfecture à Nîmes, à la fin de la manifestation (10 000 à 15 000 personnes), c'est la CGT qui s'en est pris aux militants de la CNT et de SUD sur un ton inacceptable et paternaliste.

Les anecdotes relatant que des syndiqué(e)s ou des sections entières de la CGT (à Rennes par exemple) appelaient à la grève générale, demandaient aux instances confédérales de relayer ce mot d'ordre, ou déchiraient publiquement leur carte, sont très nombreuses. Et on ne parle là que de ce syndicat! Les syndicats alternatifs (CNT et SUD) aux confédérations majoritaires ont la possibilité d'engranger ce mécontentement et de grossir les rangs d'un syndicalisme combatif et autogestionnaire. Pour les syndicalistes qui souhaitent malgré tout mener le combat dans leurs confédérations actuelles, l'enjeu va être de faire savoir bruyamment leur mécontentement et de demander des comptes aux traitres qui composent les pyramides hiérarchiques syndicales. Pour les anarchistes, il est déjà l'heure de se positionner de façon critique dans la vague de mécontentement qui se profile dans le cadre de la prochaine réforme sur la Sécurité sociale. Nos mots d'ordre: autogestion et auto-organisation des luttes, autonomie contre les politiciens et les syndicats, unité dans la lutte sociale, guerre contre le capital, etc. sont perçus favorablement en ces temps de colère sociale. À nous de leur donner du relief. La bataille sera rude.

Carré d'agneau et tête de veau

On a très peu dit que la fête de manif, mardi, entre Bastille et Concorde, derrière « le carré de tête », était menée par l'Unsa avec surtout l'Unsa-police, qui défilait en premier dans leur cortège, et en nombre, portant un tee-shirt: « On est des poulets mais pas des pigeons. » Voilà un beau symbole: les flics ouvrant une manifestation de travailleurs. On ne pouvait alors pas attendre autre chose pour la fin de la manif.

Monsieur Frédéric

Daniel

groupe Gard-Vaucluse de la FA

À Rouen, on s'occupe de l'hôtel de ville !



LES PERSONNELS de l'Éducation nationale sont en grève à Rouen depuis sept semaines pour une grande partie d'entre eux. Grève reconductible suivie à près de 45 % et journées nationales massivement suivies à 80 ou 85 %.

Dès le début, le mouvement s'est organisé en assemblées générales de secteur ou d'établissement, comité de grève avec des personnes mandatées et des représentant(e)s de tous les syndicats.

Depuis l'annonce du plan Fillon, d'autres secteurs ont rejoint la grève, les hospitaliers, les cheminots, la Cram, les travailleurs sociaux et aussi quelques entreprises privées comme Renault-Cléon, Adventis, ou Grande-Paroisse. Des assemblées générales interprofessionnelles ont alors vu le jour, puis un comité de liaison afin de coordonner et mener à bien des actions communes.

Après de nombreuses manifestations qui ont rassemblé des dizaines de milliers de personnes, les grévistes ont choisi de « durcir » leurs actions, face au refus du gouvernement d'entendre la rue et de retirer ses plans (blocages des entrées de ville, des ponts de Tancarville, de Brotonne, puis de Rouen, etc.).

Le mardi 10 juin, suite à une manifestation ayant rassemblé près de 20 000 personnes, un groupe d'une centaine de manifestant(e)s a pénétré dans l'hôtel de ville de Rouen, sous le regard des Renseignements généraux, mais sans trop de difficultés. Cette occupation avait été préparée par un petit groupe et, très vite, une assemblée générale a été réunie dans la salle du conseil municipal, décidant de prolonger l'occupation jusqu'à 19 heures, un autre rassemblement devant avoir lieu à cette heure-là avec les travailleurs sociaux en grève. Outre le fait qu'il était assez cocasse de voir tou(te)s ces grévistes assis(e)s

aux pupitres où les conseillers municipaux décident habituellement de notre avenir, cette occupation a pris une dimension symbolique, le député-maire UMP de Rouen, Pierre Albertini, siégeant au même moment à l'Assemblée nationale pour le début des discussions sur les retraites.

Ce sont près de 400 grévistes qui se sont retrouvés en assemblée générale, admis de fait par la police mais un peu canalisés, pas question de se promener dans tous ces beaux locaux.

Il y eut un fort moment de tension quand on apprit que les forces de l'ordre avaient fait vider tout le quartier et encerclé le bâtiment, un peu après 17 heures, heure de fermeture habituelle de la mairie. Des tractations eurent lieu pour permettre la poursuite de l'occupation jusqu'à 19 heures, comme prévu, les grévistes réclamant aux forces de l'ordre la libre circulation aux entrées de la mairie afin de permettre à d'autres grévistes qui le souhaitent de les rejoindre. Après 19 heures, les occupant(e)s sortaient sans heurts, après avoir arrosé le bâtiment d'autocollants, encadré(e)s par une haie d'honneur en uniforme et des manifestant(e)s venu(e)s nous rejoindre à l'extérieur.

Il va sans dire que ce genre d'action directe, décidée par l'assemblée interprofessionnelle, ne fut pas du goût des directions syndicales, pour qui des petites manifestations bien encadrées, pendant lesquelles on diffuse de la musique à fond pour surtout ne pas crier de slogans comme par exemple la grève générale, suffiront à faire reculer le gouvernement. Mais le souhaitent-elles vraiment ?

Virginie Benito

groupe de Rouen de la FA

La France d'en bas met le feu aux poudres

un Medef tout feu tout flamme à La Rochelle

LE TON MONTE. Enfin la France d'en bas passe à la télé : les locaux du Medef ont brûlé à La Rochelle. Trois manifestants dont un syndicaliste de la CGT ont été interpellés. Deux d'entre eux font l'objet d'une procédure de garde à vue. L'avocat du Medef compte porter plainte contre l'intersyndicale « pour incendie criminel et tentative d'homicide ». Des œufs, des tomates sont lancés sur l'immeuble du patronat. Un fumigène est accroché à la porte : la police reste coite. Des pneus apportés devant la porte au contact du fumigène brûlent : la police reste coite. Un gendarme énérvé demande aux CRS d'intervenir pour éteindre le feu : la police reste coite. Les pompiers mettront plus de vingt-cinq minutes pour intervenir. Le bâtiment est pratiquement brûlé : la police coopère enfin et charge les manifestants à coup de lacrymogènes. Rien de tel pour éteindre un feu et aider les salariés à sortir du bâtiment ! Aucun média pourtant présent sur les lieux ne se fera l'écho de cette passivité des forces de l'ordre. Aucun média ne filmera l'intervention policière, et pour cause !

De son côté, la direction régionale de la SNCF désire mener des actions en justice contre les manifestants qui ont bloqué les voies à Poitiers, Angoulême. Les pressions exercées sur les fonctionnaires s'accroissent ; contrairement aux accords en cours, les journées de grève de mai seront prélevées sur le traitement de juin. Les recteurs requièrent les enseignants pour les examens alors même qu'un mouvement de grève interprofessionnelle mobilise l'ensemble de l'Éducation. À la Réunion, les CRS chargent une manifestation devant l'inspection académique.

Et la cerise sur le gâteau revient au Medef qui s'élève contre les terroristes !

Pour diviser, ils divisent... Et, malgré tout, on continue, on informe, contre-informe, sur-informe les populations ! Les AG se radicalisent, les lycéens auront du mal à passer leur bac. On est prêt à acheter des masques à gaz pour poursuivre nos actions dans les embouteillages hebdomadaires du pont d'Oléron.

Et, par chez nous, c'est le bronzage qui détermine qui est gréviste ou non-gréviste. Fatigué(e)s et motivé(e)s, on persiste et signe. No Raffarán el pont d'Olerón !

T. R.

La casse de la Sécu est annoncée

Après les retraites, c'est à la Sécurité sociale que le gouvernement va s'attaquer. Et les dégâts peuvent être aussi terribles.

ENCORE UN PLAN pour « sauver » la Sécu et son prétendu déficit. Mattei, en digne successeur des socialistes, continue à œuvrer à la casse de la Sécurité sociale, ou à sa privatisation, ce qui revient au même. Mais, cette fois, le libéralisme triomphant abat ses cartes, et il m'apparaît important de préciser les choses, car la destruction de la notion même de protection sociale est en route, et à grand pas.

On nous abreuve de chiffres pour nous démontrer que l'État agit de façon « responsable » pour gérer la « crise ».

Évidemment, on nous trompe, et il faut remettre les bons chiffres au bon endroit. Le premier gros mensonge (le mot est faible) est le prétendu déficit. On nous a annoncé pour l'année dernière un déficit de 3 milliards d'euros, mais il faut savoir que, pour la même année, l'ensemble des caisses de Sécu a enregistré 300 milliards d'euros de recettes (le détail est disponible sur Internet), ce qui nous fait un déficit d'environ 1 %. En fait, la Sécu est une entreprise très rentable, qui ne dépasse jamais 2 ou 3 % de déficit les années creuses. À titre de comparaison, l'État est endetté à hauteur de 25 % de ses recettes, elles-mêmes inférieures de 25 % à celles de la Sécu. Les libéraux qui prétendent que la Sécu est en cessation de paiement se foutent de nous, ou alors ne savent pas compter.

Plus sérieusement, ce discours sur « l'endettement catastrophique de la Sécu » cache en vérité une volonté de privatiser un système qui marche bien, pour faire entrer des capitaux chez Axa et ses copains. De plus, les différents régimes de Sécurité sociale n'ont pas les mêmes façons de calculer leurs recettes (lire à ce sujet les livres de Bernard Friot), et ce sont quelques hauts fonctionnaires qui procèdent chaque année à un ajustement à quelques dixièmes de pour cent près des ratios entre les recettes des diverses caisses, pour que ce soit politiquement correct. Or, un dixième de pour cent de 300 milliards, cela fait quand même 300 millions d'euros...

Si on ajoute à ces recettes les taxes sur les alcools et le tabac qui ne sont pas versées, mes diverses compensations financières qui rendent l'État débiteur de la Sécu, les exonérations de charges patronales, et les divers cadeaux faits aux entreprises sur les cotisations sociales, on arrive à un régime largement et durablement excédentaire, et ceci malgré les non-cotisants, malgré les dépenses de haute technologie, malgré la baisse des actifs.

Tout ce que l'on vous raconte sur la Sécu est faux: on veut nous faire peur, en prétendant qu'un service public de protection sociale n'est plus à la hauteur des mutations sanitaires en France, que notre cotisation salariale n'y suffira plus, qu'il faut adhérer à des assurances privées...

Nos cotisations salariales ont suffi, suffissent et suffiront à nous soigner.

La deuxième tromperie concerne les médicaments que l'on commence à moins rembourser, voire à ne plus rembourser du tout. D'habitude, les médicaments sont retirés à cause de leur toxicité, mais l'hypocrisie de l'État atteint en ce moment des sommets. On nous « dérembourse » des médicaments car ils ont un service médical rendu insuffisant. Le SMR n'est pas comme on nous le fait croire le résultat d'une série de tests, mais un terme d'énarque aux qualificatifs scientifiques pour mieux nous faire passer la pilule du déremboursement arbitraire.

Donc, la première promotion du SMR concerne 616 médicaments considérés comme peu efficaces, et qui vont être déremboursés partiellement. Là où c'est très grave, c'est que ces médicaments servent à soigner les pathologies chroniques articulaires ou circulatoires, notamment chez les vieux. Il est connu qu'en France, tous les vieux sont riches... Toutes les pommades antidouleur vont être classées médicaments de confort, donc pour avoir mal, il ne faudra pas être pauvre. Dans ces listes sont ou seront également compris les antipyrétiques prescrits en cas de fièvre chez les enfants. Là encore, que du confort... Et M. le Ministre parle de responsabiliser les patients.

Donc, au départ 616 médicaments moins remboursés et puis, dans un deuxième temps, 650 autres déremboursés complètement, et cela sur un total de 4 500 médicaments répertoriés en France, l'État s'est déjà occupé à sa façon d'un quart des médicaments disponibles. Et cela pour un économie de 200 millions d'euros annoncés, qui auraient largement pu être absorbés par les caisses, comme nous l'évoquions précédemment. Les mutuelles vont augmenter évidemment, mais jusqu'à quel niveau? Gageons que l'État va continuer son œuvre salvatrice de santé publique, en supprimant le remboursement des contraceptifs pour les femmes non mariées, les antibiotiques pour les fumeurs, les vitamines B pour les alcooliques: la voie est tracée.

Il est urgent que nous prenions conscience de ces dérives ultra libérales visant à atteindre un de nos droits les plus fondamentaux. Il faudrait que rapidement l'État n'ait plus son mot à dire dans la gestion de la Sécurité sociale, que seuls les usagers et les syndicats les représentatifs puissent gérer eux-mêmes leur protection sociale.

Utopie? Pas sûr. Dans les microrégimes de sécurité sociale, il y a encore un contrôle des assurés. Prenons notre santé en main, sans assureurs privés, ni peurs injustifiées.

Bruno

groupe Jean-Roger-Caussimon



Une édition spéciale du *Monde libertaire* est disponible à Publico, 145, rue Amelot, Paris 11^e. On y trouvera un récit complet des événements du 10 juin à Paris et des actions à Boulogne-sur-Mer et La Rochelle, ainsi que la motion sur la grève générale. Quatre pages gratuites à lire et diffuser largement!

On prend le train ?

DEPUIS DES MOIS, d'importants mouvements sociaux se développent un peu partout en Europe. Défense des retraites, de l'emploi, des services publics sont au cœur de ces mobilisations qui rassemblent des millions de salarié(e)s.

En Italie, en Espagne, en Autriche, des grèves générales ont eu lieu.

En France, c'est aussi la grève générale interprofessionnelle qui se construit depuis plusieurs jours.

Des mouvements revendicatifs forts se développent aussi dans d'autres pays européens (Grande-Bretagne, Belgique, Luxembourg, etc.).

Ce qui est en cause, c'est un choix de société

— Les richesses produites par l'ensemble de la société permettent d'assurer à tous les travailleurs et travailleuses un régime de retraite solidaire sans repousser l'âge de la retraite, comme essaient de l'imposer tous les gouvernements européens en ce moment, dans la suite de l'accord qu'ils avaient

passé entre eux lors du sommet de Barcelone en juin 2002.

— Les richesses produites par l'ensemble de la société permettent d'assurer un emploi socialement utile et un revenu décent à chaque citoyen(ne).

— Les richesses produites par l'ensemble de la société permettent la mise à disposition de tous et toutes de services publics assurant l'égalité entre tous citoyens et toutes citoyennes.

La question essentielle est de savoir comment on répartit ces richesses

— Au profit exclusif des patrons et de quelques privilégié(e)s, comme le souhaitent ceux qui nous dirigent ?

— En la redistribuant de manière bien plus égalitaire vers celles et ceux qui la créent, c'est-à-dire les travailleurs et travailleuses de nos pays, dans le cadre d'une société solidaire qui prendra en compte les jeunes, les retraité(e)s, les chômeurs et les chômeuses ?

Nous disons qu'il faut redistribuer les richesses !

Le capital et les patrons circulent librement d'un pays à l'autre, en fonction des profits à faire... sur le dos des salarié(e)s. Le mouvement syndical doit s'organiser plus efficacement au plan international pour coordonner les luttes et ainsi favoriser la victoire des salarié(e)s, imposer une société solidaire et non dirigée vers la seule recherche du profit pour une minorité.

Les syndicats du secteur ferroviaire Orsa, CUB, UCS (Italie), CGT (Espagne), SAC (Suède), RMT (Grande-Bretagne), SUD-rail (France), le réseau syndical Bahn von unten (Allemagne) appellent toutes les forces syndicales européennes qui luttent contre l'Europe du capital, pour une harmonisation par le haut des statuts sociaux, contre la destruction des services publics, des systèmes de retraite et de protection sociale, à prendre des initiatives communes, au plan international, pour gagner tous et toutes ensemble !

Milan, le 19 mai 2003

Quand l'autruche éternue...

Nos amies les otages

« Je suis restée coincée à deux pas de mon bureau pendant toute la matinée. Impossible d'avancer ! » (Jocelyne de Marseille, otage).

J'en connais de moins connes qui seraient retournées se coucher.

Les socialistes ne nous aiment pas, c'est bien triste, première partie

« Il faut distinguer l'extrême gauche politique d'un courant anarchisant, libertaire, autonome, violent » (Henri Weber, ex-trotskyiste, aujourd'hui fabiusien).

Décodage : tout ce qui relève de l'anarchie ne saurait être considéré comme politique, la preuve, ils présentent pas de candidats. Après ça le PS s'étonnera d'être systématiquement hué et jeté des cortèges ou, comme à Annemasse, accueilli par des jets de paquets de merde ?

Y'a un « mais »

« Je veille à ce que, dans ce pays, le climat social soit le meilleur possible, mais... » (Raffy, devant une pelletée de patrons de PME).

Mais quoi, mon bon ? Il a rarement été, le climat social, dans ce pays, aussi excellent, non ?

Allumer le vieux

« Il y a quinze ans, il passait pour un con. Maintenant on lui pardonne tout » (Jean-Claude Camus, producteur).

De qui parle-t-on ? De Chirac ? De Raffarin ? De Bush ? Ça se pourrait, mais non : c'est seulement de Johnny, l'idole des jeunes de droite.

La grande bouffe

« Je trouve que ceux qui font la grève se plaignent la bouche pleine » (Liliane, du Loir-et-Cher, otage).

C'est pas de not' faute, madame, on a pas eu d'éducation. Pis, depuis deux mois qu'on s'empiffre de sandwiches merguez, on a des renvois, c'est normal.

Les socialistes ne nous aiment pas, c'est bien triste, seconde partie

« J'ai ressenti ces violences comme une salissure et une injustice. Des jeunes ont été manipulés pour aller casser du socialiste » (Roger Vioud, adjoint au maire d'Annemasse).

C'est pas plutôt les socialistes qui, en tentant de s'incruster dans la mouvance anti-G8, pensaient pouvoir manipuler avec facilité les jeunes ? Il est révolu le temps des « potes », Harlem Désir pionce à Bruxelles et même Attac, du moins sa base, ne semble plus vouloir jouer les sergents recruteurs. Lesdits jeunes ont donc répondu à l'appel du pied du PS de manière, il me semble, définitive, et que les moins jeunes bien sûr approuvent : CASSEZ-VOUS, ou alors vont encore pleuvoir sur vos crânes les jets de merde. Est-ce clair ?

Fredo Ladrisse

(sources : le Figaro magazine, France info, Libération, le Parisien)

...c'est toute la jungle qui s'enrhume



manifs anti-G8 côté helvète

Face aux mensonges médiatiques, des Blacks & Pinks témoignent et revendiquent

Pink & Black

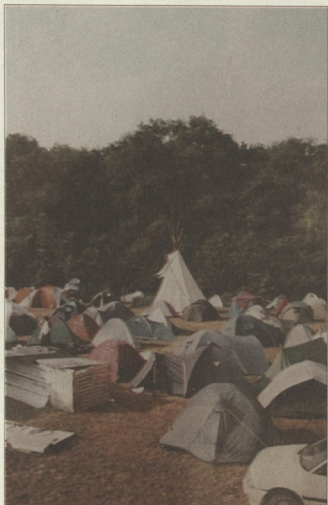
CE COMMUNIQUÉ a été réalisé par une participante au Pink Bloc et une participante au Black Bloc, blocs formés le dimanche 1^{er} juin 2003 à Lausanne, dans le but de perturber le sommet du G 8 et ses complices.

Attention! Ce communiqué n'a valeur que de témoignage individuel et subjectif et ne devrait en aucun cas être pris comme une parole collective ou un communiqué du Pink and Silver Bloc ou du Black Bloc. Il s'emploie notamment à dénoncer un certain nombre de mensonges hystériques des médias et des leaders de la gauche réformiste, ainsi qu'à expliquer les actions menées à Lausanne en les contextualisant et en redonnant les objectifs politiques. Il ne devrait être pris comme une relation exacte et objectif des faits, mais s'efforce dans la mesure du possible de recouper et vérifier différents témoignages individuels.

Le contexte

Lausanne était avec Genève et Annemasse un des trois points clés de blocage et de la perturbation du G8: une partie des délégations de divers pays et personnels techniques y étaient logés. D'autre part, le parcours entre Genève et Évian par Annemasse devait être massivement bloqué par les manifs, et il avait donc été décidé d'acheminer un grand nombre des délégués de Genève à Lausanne par la route jusqu'au port d'embarquement d'Ouchy, pointe sud de Lausanne, depuis lequel ils seraient ensuite acheminés en bateau jusqu'à Évian en traversant le lac Léman. Pour ce faire, l'autoroute entre Genève et Lausanne devait être fermée et n'être utilisée que pour des convois spéciaux et escortés de policiers. La zone sud d'Annemasse bordant Ouchy avait été déclarée zone rouge, barricadée et protégée.

blacketpink@no-log.org
Source: a-infos.ca



Les délégations pouvaient arriver de Genève, et de Lausanne à Ouchy par seulement quelques voies d'accès, en passant soit par l'ouest, soit par le centre, soit par l'est de la ville.

Suite aux initiatives des militant(e)s anti-G8 lausannois(e)s, deux camps avait été mis en place. L'un, La Bourdonnette, installé par les autorités, l'autre, le « Oulala c'village », un projet anticapitaliste et antipatriarcal squatté et autogéré sur les plages du lac, avec des structures médicales, indymedia, un espace queer (dépassement des genres sociaux masculin et féminin et de l'oppression patriarcale) et de la musique. Des actions et manifestations avaient déjà eu lieu tout au long de la semaine précédant l'ouverture du sommet du G8 ainsi que des ateliers de simulation de manifestation, orientés autour des tactiques de blocages non violents. Contrairement aux manifestations organisées par la gauche institutionnelle à Lausanne et réduites à une contestation purement informative et symbolique du G8, les manifestations illégales de blocage prévues pour le matin s'étaient données en commun des objectifs concrets de perturbation maximale du G8 :

- Bloquer ou retarder par des tactiques diverses l'arrivée des délégations et personnels techniques à Évian,

- Obliger les délégué(e)s du G8 à faire face directement à la contestation.

- Continuer le travail de sensibilisation et de dialogue avec la population. Avec pour une partie des manifestant-e-s, un objectif secondaire :

- Se réapproprié, détourner ou saboter des enseignes, bureaux, symboles, bâtiments, hôtels, commerces liés à l'organisation du G8 ou représentant les intérêts des États, banques et multinationales qui se cachent derrière le G8 et dévastent le monde et la vie de celles et ceux qui l'habitent. Ceci dans le but de créer une pression politique et économique directe et de déconstruire collectivement les structures de domination et de contrôle.

À Lausanne, il avait été décidé pour ce faire d'utiliser une diversité de tactiques de blocages et d'action et d'avoir différents blocs répartis sur les différentes artères clés de la ville. Ces tactiques devaient être complémentaires, se coordonner au mieux et déjouer la répression en agissant en plusieurs points en même temps.

Il y avait notamment :

- Un Pink and Silver Bloc (bloc rose et argent) : cette tactique est née lors du sommet du FMI et de la Banque mondiale à Prague, où elle avait connu un grand succès et permis à une partie des manifestant-e-s d'arriver jusqu'au centre de congrès. Elle a été réutilisée dans un grand nombre de manifestations et actions directes depuis, et se base sur une résistance festive, rythmée et colorée. Elle vise à promouvoir le queer et le travestissement. Elle recherche et intègre une diversité de modes d'action au sein même du cortège, mais essaie souvent de détourner et de saboter

avec humour et élégance les armes du système et ces modes d'oppression. Elle cherche à dépasser les fausses limites entre violence et non-violence. Elle se veut offensive, mais dans des rapports de force souvent inégaux, ne court pas systématiquement à la confrontation directe et à la montée en pression. Elle viserait plutôt à neutraliser les forces policières par des stratégies d'évitement et de mouvements constants. Le Pink Bloc se retrouve dans le slogan : « Si je ne peux pas danser, ce n'est pas ma révolution » et crée souvent à son passage une atmosphère conviviale et énergique aussi bien pour les manifestant(e)s que pour les passant(e)s. Le Pink Bloc n'a pas de leaders ni de représentant(e)s mais se base sur un ensemble de groupes affinitaires : samba, créatrices et créateurs de barricades, danseurs et danseuses, détourneurs divers de mobilier urbain, équipe légale, médicale, équipe de médias indépendants. Ces groupes affinitaires, étant des petits groupes de personnes qui se connaissent, se font confiance et se donnent des objectifs particuliers d'action et des techniques de protection du groupe face à la police. Ils avaient prévu au sein du cortège de communiquer et de se coordonner par divers moyens : signes, drapeaux, réunions de délégué(e)s des groupes affinitaires dit « spokes council », musique. Ces signes sont conventionnels à chaque manif, et leur évolution est constante. Chaque groupe peut décider à n'importe quel moment de s'autonomiser du bloc.

- Un Black Bloc, constitué de personnes masquées et habillées en noir pour empêcher l'identification et la répression policière. Il se base sur des tactiques offensives de blocage, barricades, enfoncement des cordons policiers et création de dommages économiques. Il recherche, parfois pour parvenir à ces objectifs ou pour se défendre, la confrontation avec la police, mais ne s'attaque en dehors de cela qu'aux biens matériels et pas aux personnes, ni à leurs maisons d'ailleurs. Comme le Pink Bloc, il est constitué de petits groupes affinitaires, autonomes et solidaires, sans « chef » ni « meneurs ». Cette tactique a été pratiquée traditionnellement par une partie des groupes autonomes et antifas allemands, et a été redynamisée par des groupes anarchistes lors du contre-sommet de Seattle où elle a très fortement contribué, en parallèle aux blocages non violent, à empêcher l'ouverture du sommet. On la retrouve depuis un peu partout en Europe.

- Un bloc « critical mass » (masse critique), cortège cycliste, issu des manifestations pro-cyclistes, anti-pétrole et anti-voiture. Il permet de bloquer ou de ralentir la circulation, en regroupant un grand nombre de personnes à vélo ou utilisant d'autres moyens de locomotion non polluants et en prenant toute la largeur de la route. Lors des manifestations massives contre le centre financier de Londres, le 18 juin 1999, une « critical mass » avait activement paralysé la circulation.

— Différents projets de blocages « non violents » par petits groupes: escalades, enchaînement à des blocs de béton sur l'autoroute, sit-in, traversée du lac en radeaux autoconstruits pour atteindre Évian, etc.

L'organisation de ces actions et leur coordination se passaient notamment par des assemblées permettant à chacun(e) de s'intégrer et de s'impliquer dans la réflexion stratégique large. Au-delà de cette structure globale décidée de manière ouverte et collective, nous étions, bien sûr, dans un cadre fortement écouté et surveillé par la police, et un certain nombre de groupes affinitaires devaient garder leurs objectifs concrets secrets afin de se donner une meilleure chance de réussite. À Lausanne semblait présider la volonté de casser les fausses frontières imposées par les médias et partis de gauche entre violence et non-violence, et d'obtenir une grande diversité d'actions dans un respect solidaire des choix de chacun(e). Par ailleurs, il s'agissait clairement de cortèges d'action directe, agissant indépendamment des grandes marches citoyennes.

Récit des événements

Le dimanche 1^{er} juin, jour de l'ouverture du sommet, à 6h30 du matin, et donc avant l'arrivée des premières délégations, environ deux mille personnes se sont d'abord rejointes à l'ouest de la ville, près du camp de La Bourdonnette, avec en tête de cortège, le Pink Bloc, puis le Black Bloc. Après un début de marche commune, les deux blocs se sont séparés au rond-point d'une des arrivées de l'autoroute de Genève sur Lausanne. Le Pink Bloc (environ 1500 personnes) a alors continué sur la ville au son de la samba en longeant les zones jaune et rouge, pendant que le Black Bloc (environ 500 personnes) bloquait ce rond-point en faisant tomber un arbre sur la route à l'aide de tronçonneuses, en démontant des palissades en métal et barrières de sécurité de l'autoroute et en enflammant des barricades.

Le Pink Bloc s'était donné comme objectif complémentaire de bloquer les artères Est de la ville menant à l'embarcadere d'Ouchy. Le long de la zone rouge, les forces de police étaient encore assez peu nombreuses et semblaient prises au dépourvu et désorientées par cette offensive matinale et décentralisée. Si bien que de manière presque inespérée, il nous fut facile de rejoindre et de bloquer une des principales voies d'accès à Ouchy, ou quelques minutes encore auparavant, passaient des délégations. Le blocage dura un moment et comme à chaque artère le long de notre route, des barricades furent érigées par des manifestant-e-s. Répondant aux tentatives de passage à travers un cordon défendant la zone jaune, la police envoya de premiers jets d'eau. Apprenant que le Black Bloc était repoussé en direction du Pink Bloc par la police, et souhaitant garder une certaine autonomie entre les deux groupes, le cortège se remit en mouvement

pour laisser éventuellement ce carrefour aux prochains. Le but était alors d'atteindre la dernière grande artère d'arrivée possible pour les délégations du G8, à l'est de la ville.

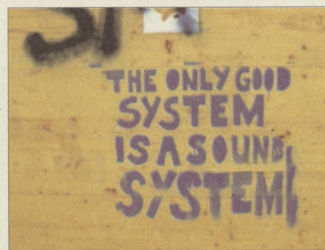
À divers moments dans le Pink Bloc, de rapides réunions de porte-parole des groupes affinitaires pouvaient être provoquées par n'importe quel groupe et permettaient de prendre des décisions rapides et collectives sur la marche à suivre.

Sur le parcours, des signes amicaux étaient faits aux personnes pendues à leur balcon à cette heure matinale et restées à Lausanne malgré la psychose orchestrée par les médias. Des tracts réalisés et distribués auparavant à Lausanne s'étaient attachés à dénoncer les mythes sur la violence des manifestant-e-s et à expliquer que les éventuelles destructions étaient ciblées sur des structures capitalistes et politiques et ne visaient ni elles et eux, ni leur maisons.

Toujours aussi peu nombreuses, les forces de police, qui se confrontaient plus en arrière avec le Black Bloc, commencèrent plusieurs fois à former des débuts de cordons pour bloquer le passage du Pink Bloc, mais reculèrent finalement à chaque fois à l'arrivée du cortège. Pendant ce temps, la « critical mass » semblait bloquer avec succès d'autres voies de circulation. D'autre part, bien en amont sur l'autoroute, un groupe d'une trentaine de personnes s'était enchaîné tandis qu'un autre bloquait un pont avec deux personnes ayant passé une corde sur le pont et s'étant pendues en rappel de l'un et l'autre côté de la route. Une technique utilisée déjà plusieurs fois avec succès en Angleterre et qui peut exiger quelques heures à la police pour dégager la voie sans tuer les grimpeur-euses.

Finalement, le Pink Bloc atteignit le croisement avec l'autoroute Est où, cette fois, un dispositif policier beaucoup plus important entravait le passage avec des canons à eau, camions militaires, fusils à gaz lacrymogènes et à balle en caoutchouc pointés. La samba continua à jouer face à la police. Mais la tension finit par monter, et la police a généreusement aspergé le cortège de grenades lacrymogènes. Divers chemins de retraite furent alors pris à travers bois et le long d'une rivière par certains groupes. Au final, tout le monde se retrouva pour un nouveau blocage de carrefour un peu plus haut, alors qu'une partie du Black Bloc était pris en sandwich par deux cordons de policiers qui se rapprochaient et gazaient au fur et à mesure. Il fut alors décidé d'aller leur porter secours. Au final, les deux blocs finirent par se retrouver.

Le Black Bloc, après avoir barricadé le premier rond-point, avait décidé de bouger. Sur son parcours, un magasin Adidas, un concessionnaire Alfa-Romeo, deux stations Shell et une station BP furent cassés. Certaines stations-essence contenant de l'alimentation furent pillées, ainsi qu'un Migros (chaîne de supermarchés suisse). À chaque fois, les produits et aliments furent redistribués à la population





aux balcons et entre les manifestant(e)s, ou utilisés comme projectiles quand le contexte s'y prêtait. Les vitrines d'une boucherie furent aussi cassées et une inscription « go vegan » (« devenez végétalien ») et « meat is murder » (« la viande est un meurtre ») peintes. Une roulotte de chantier fut poussée et retournée en travers de la route pour barrer une voie d'accès. Les panneaux publicitaires et caméras de vidéo-surveillance furent détruits ou utilisés pour faire des barricades. De nombreux slogans politiques furent peints sur les murs. L'hôtel de luxe Royal Savoie où étaient logées des délégations fut attaqué avec des fusées de détresse et des cailloux. Des robocops finirent par arriver sur les lieux et jeter des lacrymos et reçurent quelques pavés en retour. Une voiture diplomatique fut cassée. Plusieurs chantiers furent pillés, du matériel récupéré tout le long du parcours et poussé dans de grands containers, une rue délavée au pied de biche et les pavés disposés dans les containers et caddies. Une barricade enflammée géante à base de palissades de chantier fut érigée et gardée pendant un bon moment au carrefour d'accès à Ouchy. Au moins une personne se hissa en haut d'un trépied de plusieurs mètres érigés par les manifestant(e)s et destinés à bloquer la circulation. Il est à noter que tout au long de la manifestation, ce bloc ne chercha pratiquement pas la confrontation directe avec la police, ni même à répondre aux charges et aux jets de lacrymos, mais resta beaucoup plus dans une logique de mouvement. Le Black Bloc finit par être pris en sandwich sur une route, mais parvint à s'échapper par des chemins de traverse et à rejoindre le Pink Bloc qui tentait de le secourir.

À ce moment-là, des communications avec les blocages de Genève et d'Annemasse semblèrent confirmer que le sommet et l'arrivée de plusieurs délégations, dont la délégation américaine et des groupes de traduction avaient été retardés. Il était alors environ 10 h 30, nous avons réussi à longer toute la zone d'accès à Ouchy, et l'enthousiasme général était à son comble.

Il est évidemment difficile de mesurer l'impact réel des blocages dans un contexte chaotique où les autorités s'étaient fait un point d'honneur à ne pas avouer une certaine impuissance et à ne laisser filtrer aucune perturbation. Néanmoins, il semble très vraisemblable qu'à Lausanne, l'impossibilité de sécuriser la zone d'accès à Ouchy, les différents types de blocages, barricades et les mouvements constants des blocs rendirent pendant quelques heures très difficile le passage des délégations. Ceci semble avoir été confirmé par les personnes branchées sur les ondes radios de la police.

Au final, avec une coordination sur trois villes et d'autres blocages réussis à Genève et Annemasse, ces actions furent un beau pied de nez à un dispositif de sécurité policière que les organisateurs du G8 et l'État suisse voulaient infaillibles – même si les médias préférèrent

évidemment ne pas en parler et focaliser l'attention publique ailleurs en racontant n'importe quoi sur les soi-disant « casseurs et casseuses ».

Dès lors, à Lausanne, la police s'employa constamment à repousser à l'extérieur de la ville le Pink et le Black Bloc en gazant systématiquement et en bloquant les autres artères. Le dispositif policier reconduisant le cortège était alors impressionnant avec un grand nombre de camions et de canons à eau, des policiers anti-émeutes allemand venus en renfort, ainsi que des troupes des divers cantons suisses. Le nombre de policiers était plus important que le nombre de manifestant(e)s. Une dernière tentative de se lancer sur l'auto-route fut faite mais repoussée. Il était alors aussi beaucoup plus difficile de se concerter et de prendre des décisions en grand cortège. Au fur et à mesure, des groupes s'étaient dispersés ou esquivés à divers points, mais une partie du cortège finit par parvenir au campement de La Bourdonnette qui fut peu à peu encerclé par les forces de police. Face à cette menace, les 400 personnes présentes se réunirent en cercle, s'assirent et décidèrent qu'au vu du rapport de force, il n'y avait plus grand-chose à faire, à part résister solidairement et cela sans provoquer de déchaînement de violence de la part de la police.

En demandant des responsables, le chef local de la police essaya de diviser les manifestant(e)s, entouré(e)s par un cordon policier dans un espace restreint, puis en disant que soit les gens acceptaient de venir un par un donner leurs papiers, soit nous serions tout(te)s arrêté(e)s. Tout ceci lui fut énergiquement refusé par la foule qui essaya de gagner du temps en traduisant tout en quatre langues, en posant un tas de questions bidons et en demandant, l'arrivée d'observateurs neutres. Au final, plein de journalistes officiels et indépendants arrivèrent, ainsi que des observateurs agréés et l'équipe légale. Les flics ne pouvaient plus faire n'importe quoi et étaient observés et photographiés sous tous les angles. Au bout d'une heure, en plein soleil, les arrestations progressives commencèrent et durèrent environ cinq heures. Tout le monde se tenait, huait la police, lui crachait au visage, et de nombreuses personnes s'accrochèrent, se firent traîner et résistèrent du mieux qu'elles purent, si bien que le rythme des arrestations était extrêmement lent et fastidieux. Pendant ce temps, la police avait interdit la manif officielle qui devait se dérouler l'après-midi, mais les gens se réunirent malgré tout au centre ville. Et une foule de plusieurs milliers personnes décida de braver l'arrestation vers 16 heures.

Au bout de cinq heures interminables, l'extraordinaire bonne humeur, solidarité et détermination des personnes encerclées à La Bourdonnette finit par payer, et la police empêtrée dans des problèmes logistiques, et après avoir réussi néanmoins à embarquer une centaine de personnes, abandonna et se retira sous

les cris de joie des restant(e)s. Il semblait d'une part que la police n'ait pas le droit de détenir plus d'un certain nombre d'heures des personnes sans pouvoir contrôler leurs papiers et, d'autre part, que l'arrivée du cortège du centre ville à La Bourdonnette ait hâté leur départ.

Vers minuit, la grosse majorité des interpellé-e-s étaient relâché(e)s sans suite, à l'exception d'une dizaine de personnes. D'autre part, l'intervention policière sur le pont de l'autoroute bloqué par les deux personnes en rappel faillit se solder par deux meurtres puisque malgré les avertissements des autres militant(e)s présent(e)s sur le pont, un policier vint couper la corde et provoquer la chute de vingt mètres d'une des personnes suspendues, tandis que le brin de corde de l'autre était retenu de justesse. Par un coup de chance miraculeux, il semblerait que ce militant n'ait que deux jambes et des vertèbres cassées et ne souffrit pas de paralysie.

Dès le lendemain, les médias et politicien-ne-s déversèrent leurs habituels mensonges et s'employèrent à créer des mythes sur ces manifestations et les « casseurs ». Mythes qu'il s'agit encore une fois de démonter.

- Dans des manifestations comme celle de Lausanne, les prétendus « casseurs » n'étaient pas des gens infiltrés dans la manif cherchant à la détourner de ses buts initiaux, mais un cortège autonome menant ses propres actions en les coordonnant au mieux avec les autres blocs.

- Comme à Prague lors des manifestations contre le sommet du FMI et de la Banque mondiale, la stratégie adoptée visait à autonomiser les blocs afin que chacun puisse exploiter au maximum l'impact de ses tactiques sans gêner ou contrecarrer les autres.

- Les Black Blocs et les Pink Blocs sont principalement issus de mouvements anarchistes ou autonomes, autogestionnaires et anticapitalistes. Il peut arriver, comme dans n'importe quelle manif, que des policiers tentent de s'introduire dans le Black Bloc ou de se camoufler en Black Blocs, mais les actions qu'ils réalisent sont alors clairement des pièges, des provocations ou de la casse sans objectif qu'il est possible de déjouer avec un peu de discernement. Comme n'importe quel cortège, le Black Bloc peut être rejoint par des personnes moins réfléchies que d'autres dans leurs objectifs et leurs pratiques, ou se livrant à des actes dangereux ou stupides. Cette réflexion ne peut s'acquérir qu'au moyen de débats et de pratiques collectives renouvelées, pas par la diabolisation de certaines tactiques et franges du mouvement.

- La participation à un bloc pink ou black, le blocage d'un sommet ou la création de dommages économiques ne sont que des actes militants bien particuliers dans la vie de personnes souvent aussi impliquées constamment dans des projets locaux visant à la réappropriation et à l'autonomie culturelle, alimentaire, médiatique ou énergétique à travers des collectifs, des campagnes d'actions ou des espaces de

vie ou d'activités autogérés. Leur stratégie n'est en aucun cas seulement confrontationnelle mais passe en bonne partie par des débats et diffusions d'idées sur des luttes extrêmement variées mais reliées. Ces luttes peuvent concerner aussi bien le patriarcat, la liberté de circulation et les luttes au côté des sans-papiers, que l'écologie radicale, l'antisépisme, la solidarité nord-sud, la propriété intellectuelle, l'usage de logiciels libres, la création de médias indépendants et de maisons d'édition, les alternatives à la psychiatrie, à l'éducation autoritaire ou à l'agriculture industrielle... Il s'agit, pour beaucoup, de personnes qui s'emploient généralement à déjouer les rapports de domination et la violence du système au quotidien.

- Ces personnes se coordonnent et échangent par des moyens multiples, mais évidemment moins visibles que les grandes organisations réformistes. Cette discrétion tient pour partie au refus de se doter de leaders, de héros ou de martyrs, à la volonté de privilégier des modes d'organisations égalitaires et à l'autonomie d'individus et de collectivités réduites, plutôt que de viser des mouvements de masse et de moutons menés par des élites. Cette discrétion tient aussi à la répression de l'État qui menace constamment l'existence de ces groupes, ainsi qu'à la méfiance vis-à-vis des médias traditionnels qui de toute façon les censurent. Sauf à espérer hausser leurs chiffres d'affaires à coup de vitrines cassées et en paraissant leur existence et leur discours...

- S'attaquer aux biens privés n'est en aucun cas de la violence gratuite mais une tactique politique réfléchie. Ne pas se laisser faire par la police et répondre à ses attaques l'est aussi. Le Black Bloc ne s'attaque pas aux personnes.

- Quand bien même on juge qu'ériger une barricade, détruire un objet ou un bâtiment est violent, cette violence n'est en rien comparable avec les violences qui se cachent derrière ces objets et bâtiment: la violence inouïe imposée chaque jour à des milliards de femmes, d'hommes ou d'animaux sur la planète par les institutions financières, étatiques et les entreprises capitalistes. Cette violence est par ailleurs dérisoire face à la violence exercée par la police sur les manifestant-e-s (« pacifistes » ou non) et quotidiennement sur certaines franges de la population.

- Cette condamnation de la « violence » des casseurs et des casseuses est généralement propagée et entretenue par des personnes privilégiées ayant accès à un niveau de consommation totalement dépendant de l'exploitation du reste du monde. Un niveau de consommation qu'elles ne sont absolument pas prêtes à remettre en cause, encore moins à voir quoi que ce soit venir perturber leur quotidien.

- Nous avons aussi toutes et tous à divers niveaux intégré cette domination: la paranoïa sécuritaire, l'addiction à la consommation, l'aliénation par le travail, les structures hiérarchiques et diverses formes d'oppression raciste, sexiste ou homophobe. Nous nous





voyons bien souvent incapables de remettre en cause réellement cet ordre coercitif et fondamentalement inégalitaire que l'on nous présente comme une démocratie. Même la gauche alter-mondialiste ou plutôt ses représentant(e)s autoproclamé-e-s fait mine de croire que de grands spectacles inoffensifs et récupérés par le pouvoir feront autre chose que de le renforcer.

— Même si le changement social passe sans nul doute en grande partie par des prises de conscience, des débats, des constructions d'alternatives à l'état et au capitalisme, il passe aussi par l'entretien d'un rapport de force constant: grèves, occupations, réappropriations, sabotages et créations de structures autonomes. Pas en laissant croire que ceux qui dominent le monde sont à l'écoute et vont renoncer au pouvoir et à ses privilèges simplement parce qu'on les implore de le faire.

Face aux discours citoyennistes d'Attac, des trotskistes et de toute la gauche institutionnelle qui s'est depuis quelques années largement emparée de la dynamique des contre-sommetts et l'a déjà fortement neutralisée, il est temps de rétablir quelques vérités:

— C'est bel et bien parce que des gens ont mené des actions offensives et entraîné d'importants dommages financiers et politiques que des sommets ont été bloqués, fuient et se barricadent, ou que plus une ville ne veut les accueillir, et non pas grâce à de grand étalages d'organisations politiques, à une débauche de marches pacifistes et de conférences de presse. Même si le travail d'information est encore une fois extrêmement important et complémentaire des autres actions réalisées...

— Ces actions, des blocages de toutes sortes aux destructions ciblées, ont pendant quelques années déjoué les dispositifs policiers, ont été créatives et efficaces. C'est pour ces raisons qu'elles ont pu mobiliser les pratiques et l'imaginaire de centaines de milliers de personnes et qu'elles ont pu s'imposer comme une force politique majeure, comme un mouvement. Ce mouvement s'est créé sur des bases égalitaires et horizontales. C'est cette énergie et ces personnes que la gauche citoyenniste s'emploie maintenant à neutraliser et à encarter dans des partis et autres structures hiérarchiques garantes de la paix sociale.

— Attac, trotskistes et consorts semblent conscients jusqu'à un certain point de leur absence totale de subversion et de créativité et sont même allés, à l'occasion de ce sommet d'Évian, jusqu'à s'arroger la pratique de camps d'actions issus de mouvements radicaux comme le No Border. Elles ont ainsi affiché hypocritement une autogestion à l'opposé de leurs pratiques d'organisation. On peut toujours espérer que les milliers de personnes ayant, par exemple, participé au village intergalactique, ne se soient pas laissées trop prendre à cette récupération et que de réelles pratiques d'autogestion demeurent et finissent par dépasser les leaders.

— Il est par ailleurs heureux, malgré toute cette propagande, qu'une partie de la population garde une envie réelle de changer radicalement ce système. Malgré l'hystérie médiatique, tout le monde n'est pas aussi effrayé que les médias veulent bien le faire croire par les prétendus « casseurs » et, à Genève, ces jours derniers, les émeutes furent soutenues et rejointes par une partie de la population locale et des badauds. Mais le fait que ces actions puissent être réfléchies, efficaces et soutenues par une partie des manifestant(e)s est proprement inacceptable pour les pouvoirs en place. Il leur est alors nécessaire de faire croire à un gentil mouvement inoffensif pris en otage par quelques casseurs, de créer des mythes de complots cachés, d'infiltration néo-nazies, de manipulation policière ou des stéréotypes de jeunes gens immatures et manipulés par une poignée d'extrémistes cyniques. Il leur faut coûte que coûte chercher à entretenir une division entre « militant-e-s altermondialistes bon enfant » et « jeunes et méchants casseurs ». En dépit de quoi, bon nombre de personnes s'apercevraient peut-être qu'il est possible de s'épanouir et de s'amuser en changeant ce système concrètement, de plein de manières différentes, sans se laisser manipuler et diriger par les partis et syndicats.

En guise de conclusion provisoire, beaucoup de gens semblaient tirer un bilan positif de la variété, de la maturité et de l'impact des actions menées à Lausanne. Reste à tirer un bilan à plus long terme de la gestion collective de la répression, de ce que retiendra la population locale de ces manifestations et des éventuels retours négatifs sur les militant(e)s locaux. On peut aussi tirer un bilan plutôt enthousiasmant des pratiques d'autogestion et de rencontres popularisées par les divers campements de Lausanne et d'Annemasse. On ne peut s'empêcher néanmoins de soulever des doutes sur le fait de continuer à mener systématiquement ces actions dans le cadre de « contre-sommetts » tel que celui du G8. Leur potentiel de surprise, de perturbation, leur faculté à promouvoir de nouvelles idées politiques et un discours radical sont le plus souvent menacés. Les dispositifs policiers sont par ailleurs de plus en plus habitués et violents. C'est en ce sens qu'il est primordial de continuer à inventer d'autres formes de convergences, d'actions et d'autogestion, localement et au quotidien. C'est en ce sens aussi qu'il nous faut apprendre à communiquer et expliquer beaucoup plus chacune de nos actions.

Solidarité avec tout-e-s les inculpé(e)s du G8! N'oublions pas le travail anti-répression, il doit être maintenant l'affaire de toutes celles et de tous ceux qui étaient présent(e)s à ces manifestations.

À bas toutes les prisons! Ne croyons pas la presse bourgeoise, vivons et diffusons nous-mêmes nos expériences et nos idées! N'oublions pas de nous amuser et de ne pas trop nous prendre au sérieux!

P.&B.

Sex toys are us

Muriel

Le mois de juin est le mois des *prides* un peu partout en France. C'est le mois où manifestent les lesbiennes, les gays, les trans, les bis pour affirmer qu'ils/elles sont fier(e)s de leur différence, qu'ils/elles sont solidaires face à l'obscurantisme, face aux préjugés de tous ordres y compris les nôtres parfois. Il aura fallu attendre 1982 en France pour que l'homosexualité soit dépénalisée, elle reste encore aujourd'hui un délit dans de nombreux pays. Mais si aujourd'hui l'homosexualité n'est plus considérée comme un fléau, les discriminations, elles, en sont bien un. Elles qui tuent, insultent, stigmatisent, font se cacher. Au centre de cette homophobie, il y a le rejet des autres sexualités, des hors normes. Dans ce sens, notre lutte contre le patriarcat s'inscrit bel et bien dans la solidarité avec les homos, trans, bi... et hétéros qui revendiquent de vivre une autre sexualité qui ne s'inscrit pas forcément dans les normes prônées par la société bien-pensante omniprésente en ces temps de remontée de l'ordre moral.



Gode de bourgeois(e) : gland en cuir doré, manteau chic, et bourses en peluche noire fine !

EN CE III^e MILLENAIRE balbutiant, les mœurs sont dites libres et les références sexuelles sont omniprésentes : les corps se dévoilent (?), le sexe est partout. La femme est dite libérée sexuellement... et, pourtant, il faut encore des parades pour faire reconnaître les droits des gays, lesbiennes, transsexuel(le)s, bi..., eh oui, parce qu'en ce III^e millénaire balbutiant, la sexualité reste enfermée dans l'idéologie patriarcale. Le cul, c'est bien si ça reste dans les normes, mais ça dérange si l'on y prend goût en dehors des schémas imposés.

La norme hétérosexuelle

On parle encore aujourd'hui de la sexualité.

Triste réalité d'une représentation sociale de celle-ci qui se décline sur une seule pratique sexuelle reconnue « normale » : la pénétration pénienne avec éjaculation vaginale. Hors de ce schéma très sexué, point de salut. Ainsi un homme acceptera difficilement d'être pénétré par sa partenaire sous prétexte que : « J'suis pas un pédé moi ! »

Cette représentation unique de la sexualité est la conséquence d'une vision binaire du monde : on est sexuellement masculin ou féminin. Si l'on est masculin, on a une sexualité

active, entreprenante, puissante tandis que si l'on est du côté féminin on porte la douceur, la passivité, la fragilité et l'invitation sexuelle muette. Et c'est cette même bicatégorisation de la sexualité qui génère le culte de la sexualité conquérante chez les hommes et impose aux femmes un rôle de soumission sexuelle. Quelle femme n'a pas été confrontée à la demande de son partenaire sexuel de la sodomiser ? Mais, lorsque cette dernière lui renvoie la question, très souvent elle s'entend répondre : « Surtout pas ! J'ai peur d'avoir mal ! » Selon quel fonctionnement des rapports hommes-femmes un homme peut-il demander à sa partenaire un acte sexuel dont il pense que ça fait mal ? Cette vision binaire du monde entraîne également une autre catégorisation des femmes en deux catégories : la « femme bien », avec qui on a une sexualité « normale » (telle que définie ci-dessus), et la « putain », avec qui on peut réaliser certains fantasmes comme celui de la sodomiser par exemple. C'est plus bandant dans l'hypocrisie !

L'ère de la sexophobie

Cette hétéronormalité révèle aussi la sexophobie ambiante de notre monde. Nous vivons dans une société bien-pensante mais mal baisante. Certes, la sexualité n'a jamais été autant mise en spectacle, mais il s'agit avant tout de diffuser la norme et de vendre. Ce qu'il est permis de faire : avoir une sexualité hétéro classique, d'où la stigmatisation des



Chris Figure

homosexualités; les gays sont renvoyés dans la catégorie inférieure des femmes, les lesbiennes sont invisibilisées comme n'ayant pas de sexualité (c'est le cas de la représentation de la sexualité lesbienne dans les films pornos hétéros par exemple où elles ne baisent pas mais se caressent et souvent sous le regard d'un homme avec qui elles baiseraient réellement après puisqu'il y aura pénétration pénienne). Ce qui est valorisé: avoir une sexualité conquérante quand on est un mec d'où la valorisation des valeurs négatives de non-respect de sa partenaire et, comme revers, l'estime de sa partenaire comme synonyme d'apathie sexuelle.

La solution n'est pas de réduire au maximum les pratiques sexuelles acceptables. Ainsi, le discours puritain d'un certain féminisme (hétéro ou lesbien) qui prêche le refus de la pénétration comme seule alternative aux rapports de domination relève de la sexophobie et appauvrit la sexualité. Version plus moderne du « politiquement correct » en matière de sexualité: certains hommes proféministes qui affirment (d'ailleurs souvent en parlant à la

place des femmes) que la seule façon acceptable de faire l'amour, c'est d'être dans la douceur, la lenteur. Ce sont là des qualités que l'on prête aux femmes comme étant innées, et cela revient à considérer qu'on ne devrait jamais avoir envie de baiser « sauvagement » et surtout ne pas s'y autoriser lorsqu'on en a envie. La norme a changé pour une nouvelle... norme. Donc, certaines pratiques seront prohibées, vive la frustration!

Fuck les normes !

Voilà, la boucle est bouclée: la sexophobie ajoutée à la norme hétéro va stigmatiser les femmes qui assument leurs désirs hors normes. Celles qui revendiquent l'utilisation de sex toys (jouets sexuels) font carrément peur et ont bien du mal à trouver un partenaire qui ne sera pas effrayé et à avoir une sexualité épanouie. Pourtant, l'utilisation de sex toys déplace le rôle central de la pénétration pénienne avec éjaculation vaginale. Les sources de plaisir sont multipliées pour l'homme qui apprend que son pénis n'est pas l'unique source de plaisir, pour la femme qui apprend que le vagin n'est pas le centre de sa sexualité.

Les sex toys permettent aussi de dépasser la binarité actif-passif. Si chacun(e) peut aussi bien être pénétré(e) ou pénétrer, la relation n'en est que plus égalitaire. L'utilisation d'un dildo (godemiché), pour sodomiser son partenaire par exemple, relativise la représentation fantasmatique que l'on se fait de la sexualité de l'autre. Les hommes découvrent qu'être pénétré n'est pas synonyme de soumission, les femmes découvrent le plaisir de certains mouvements liés à l'action de pénétrer. On déconstruit aussi le discours social autour du phallus. Être pénétré par son amie ne fait pas du partenaire un sous-homme. Pénétrer son ami fait comprendre concrètement que la construction sociale du masculin n'a pas grand-chose à voir avec la possibilité de pénétrer mais tient tout entière dans la symbolique du phallus.

Il s'agit d'une prise d'autonomie pour les deux. L'utilisation de sex toys peut faire partie de rapports hétéros, mais ça bouscule le préjugé selon lequel le corps de l'homme est le seul vecteur du plaisir féminin. Les hommes sont rappelés à cette réalité que les femmes peuvent avoir du plaisir sans eux. Les femmes s'autorisent désormais à se donner du plaisir via un objet qui n'a rien à voir avec un phallus (boules de geisha, vibro, plug, etc.). La relation se joue alors entre deux êtres autonomes aux désirs divers qui ne sont plus prisonniers de leur genre masculin ou féminin. Pour autant, il ne s'agit pas d'une inversion des genres où s'intervertiraient les rapports de domination. Il faudrait finalement inventer un autre mot pour dépasser la caractérisation systématique des pratiques sexuelles entre celles dites pratiques de femmes et celles dites pratiques d'hommes.

Gesticulons radicalement, orgasmons gaïement! M.

Les neuf manières d'agiter la Tige de Jade

Le maître Tong-Hsuan dit:

« Il y a neuf manières d'agiter la Tige de Jade, et les voici.

- » Un, s'en servir comme un fléau, de droite et de gauche, à la manière dont un général courageux disperse les rangs ennemis.
- » Deux, la mouvoir de haut en bas comme un cheval sauvage qui fait le saut de mouton en passant une rivière.
- » Trois, se retirer et s'enfoncer comme un vol de mouettes qui se jouent dans les vagues.
- » Quatre, alterner rapidement des coups profonds et peu profonds, à la manière d'un moineau becquetant des grains de riz dans le mortier.
- » Cinq, des coups profonds et peu profonds en succession régulière, comme de grosses pierres s'abîmant dans la mer.
- » Six, pousser en avant avec lenteur, comme un serpent qui entre dans son trou pour hiverner.
- » Sept, des poussées rapides, à la manière d'un rat effrayé qui se précipite dans son trou.
- » Huit, s'élever lentement, comme en traînant les pieds, à la manière d'un faucon agriffant un insaisissable lapin.
- » Neuf, s'élever d'abord puis piquer du nez, comme une grande voile qui brave le coup de vent. »

Muriel milite dans le groupe Emma-Goldman de la Fédération anarchiste à Bordeaux.

Lettre des fainéants à la France d'en haut

MESSEURS RAFFARIN, SEILLIÈRE et consorts de la France d'en haut, voici plusieurs semaines déjà que nous – petits êtres de la France d'en bas – avons décidé de prendre notre destin en main en rompant les liens qui nous enchaînaient à un travail devenu nauséabond. D'un acte lourd de conséquences à la fois pour notre avenir et nos finances, il est devenu par vos soins médiatiques un geste de fainéantise et de refus de retour au travail après avoir trop longtemps profité de la société des loisirs. Refus de l'effort, refus des réformes, refus de la solidarité! Fainéants quoi!

Alors, messieurs, si refuser de continuer à travailler après 55 ans les poumons remplis d'amiante est un acte de fainéantise, oui, nous l'assumons! Si refuser d'allonger les durées de cotisations en constatant simplement qu'après 50 ans seul le chômage nous ouvrira ses bras sous prétexte de rentabilité est un acte de fainéantise, oui, nous sommes des fainéants! Si refuser de cotiser plus longtemps pour que nos ancien(ne)s touchent moins alors que le PIB continue de grimper est synonyme de fainéantise, oui, nous le sommes! Si préférer donner à nos enfants toutes les chances qu'ils méritent pour leur éducation au lieu de les mener directement à l'abattoir de l'apprentissage dès 14 ans ne peut être le fait que d'une société de fainéants, oui, nous le clamons!

Et si, pour vous, « le travail doit redevenir la valeur de base de notre société » et « la liberté ne se ramasse pas dans la rue, elle s'acquiert par les efforts au travail », nous, travailleur(se)s et exploité(e)s, savons par nos larmes et nos corps que jamais le travail n'a rendu libre. Alors, oui, nous refusons enfin de travailler pour vos usines et vos entreprises.

Nous refusons d'utiliser notre gain en espérance de vie (si ridicules face à la vôtre) pour crever entre le chômage longue durée et des retraites à 75 % du SMIC. Nous refusons de brader notre enseignement sur l'autel des besoins des entreprises. Et si, parmi nous, quelques-uns ont eu la fainéantise de penser un certain soir de mai – croyant se sauver de la peste – en votant pour le choléra, nous avons tous la mémoire les journées de 48, 71 et 36, de ces batailles de nos ancien(ne)s pour nous octroyer ces « privilèges » que vous tentez de détruire les uns après les autres. Car, messieurs, coule encore dans nos veines de ce sang qui fut abondamment versé en ces années de lutte.



Nous aurions pu uniquement réclamer de récupérer les richesses générées par notre labeur pour les partager équitablement avec nous ancien(ne)s qui méritent leurs retraites, nous aurions également pu nous contenter de vouloir sauver un enseignement plus égalitaire bien que très imparfait et normalisateur. Mais nous savons fort bien que la démolition sociale ne fait que débiter et que les acquis sociaux seront en danger tant que le capitalisme existera. Alors, messieurs les libéraux et les petits-fils des cent familles, chère France d'en haut, apprenez donc que nos revendications ne sont pas celles-ci.

Ni de retour aux 37,5 annuités, ni de retour à un enseignement « républicain », ni d'aménagement « social » au libéralisme ambiant. Nos corps, nos cœurs réclament un autre monde car nous savons pertinemment qu'une machine qui consomme frénétiquement ses enfants pour avancer ne peut que mourir. Entendez donc nos cris, messieurs d'en haut, entendez notre refus de n'être que les carburants de vos délires criminels. Peut-être prendrez vous conscience qu'une autre musique est en train de naître, terrible pour vous, incontrôlable car naturelle, inexorable car portée par des milliards d'êtres, certes périssables mais passionné(e)s.

Et je vous entends déjà.

Combien d'euros pour un « je t'aime »? Combien de dollars pour un sourire? Combien de yens pour un soupir? Bradez, négociez, rachetez, liquidez, asservissez, avilissez... vous les économistes, vous les libéraux, petits actionnaires insignifiants ou néo-esclavagistes cyniques, vous croyez tenir le monde, « notre » monde dans vos mains.

Mais dans chaque cœur de chaque être, petit(e) Éthiopien(ne) affamé(e), vieux(ielle) Chinois(e) humilié(e), pauvre Américain(e) exploité(e), camarade éliminé(e), dans chaque cœur de quiconque sachant encore dire « je t'aime », sachant sourire, sachant soupirer, des rêves surgissent, des utopies survivent, des sentiments jaillissent. Alors, brassez vos euros, vos dollars ou vos yens... nous rêvons, nous vivons, nous nous nions dans nos espoirs les plus fous: le monde est à nous puisque nous sommes le monde, comme nos rêves, nos sourires, nos soupirs. Le monde est nous, petit(e)s, pauvres, rêveurs(SES) et passionné(e)s. Nous n'avons ni dieu ni maître car nous sommes notre dieu, notre maître... sans acheter ni voler ce droit: c'est notre âme, notre vie, notre monde. L'océan se lève, la terre murmure, le ciel se voile, entendez-nous, nous nous réveillons et le monde sera enfin monde. Ne cherchez pas le cours de l'éternité, il n'est pas coté, il est de notre côté: celui du rêve, de la fraternité et de l'égalité: car nous sommes le peuple et nous avons fait le choix d'être libres!

Ami(e)s, camarades, compagnes, compagnons, devenons nos propres Spartacus: grève générale, insurrectionnelle et autogestionnaire, réappropriation des entreprises, désobéissance civile et destruction de l'État!

Nous le devons pour nos ancien(ne)s et nos enfants: vivre libre ou mourir!

Johann Hénocque

REVUE

LE PETIT GUIDE des alternatives à Grenoble présente sa deuxième édition, disponible depuis le mois de mars 2003. L'idée est lumineuse: compiler dans un genre de carnet (56 pages, quand même) une flopée d'initiatives qui peuvent nous engager à vivre autrement. À trouver l'alternative. À s'engager dans des initiatives ouvertement anticapitalistes (même si certaines, de l'aveu des rédacteurs et rédactrices, n'entrent pas en rupture franche avec le capitalisme).

Beaucoup d'aspects de la vie quotidienne ouvrent ainsi vers des activistes qui concrètement proposent: réduction des dépenses (zones de gratuité, SEL, transports alternatifs, etc.), réduction de sa consommation (récup', restaurants alternos, etc.), culture (productions alternatives, locaux de répét' autogérés, squats, collectifs, etc.), action politique (assos, syndicats, groupes militants, etc.). Etc. Une vraie mine! Et de quoi donner des idées aux Grenoblois(e)s, ainsi qu'à d'autres, ce genre de guide méritant vraiment de fleurir un peu partout dans le pays.

Contact: legn@no-log.org

FRUIT D'UNE COPRODUCTION entre Los Discos de la Bestia Prod. et Full of Shit Recordz, ce split EP partage également deux groupes: Aven sur une face, et Retch sur l'autre. Le premier groupe s'engage dans un genre de punk pesant (au sens noble du terme, hein!), torturé, syncopé, dans un seul et assez long morceau qui leur laisse le temps de faire monter la température avec une certaine maestria. Quant au deuxième groupe, il s'agit résolument de grindcore-machine, alternant les passages lourds aux riffs de guitare épais et les saccades rythmiques effrénées (boîte à rythmes), le tout dominé par un chant guttural. Quatre titres aux textes passablement désespérés (et désespérants), qui crachent leur rage et laissent l'humanité à sa course absurde vers la consommation, vers son autodestruction. C'est pas du ska, quoi.

Contact: **Guillaume Bougerol, 41 rue de la Jomayère, 42100 Saint-Étienne (Full of Shit Recordz) et J.-C. Peyer, 22, rue Martin Bernard, 42600 Montbrison (Los Discos de la Bestia Prod.)**

UN TOUT NOUVEAU label vient jeter son ombre sur la scène underground: Alchimia. Et déjà toute une histoire, celle de trois groupes de zique (Simfela de Bourg-en-Bresse, Daitro et Nihî Edriss de Lyon) qui unissent leurs efforts pour monter une structure d'autoproduction dans un esprit d'échanges et d'entraide. Pour leur première production, c'est Simfela qui s'y colle avec neuf titres enregistrés à l'arrache (mais fort correctement). Je

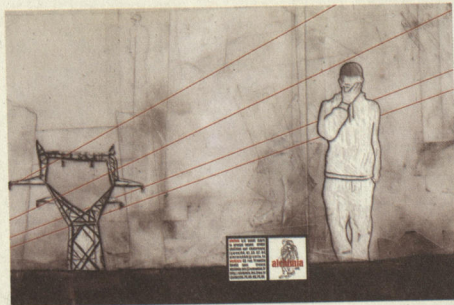
précise: neuf titres sur un 45 tours, ça vous donnera une idée de la longueur des morceaux. Bon, y'a pas à tortiller: c'est du hardcore, du violent, du qui tape, du « old school » comme on dit. Avec quelques influences émo dans le chant, sans doute les vocalises hurlées dans les aigus qui m'y font penser. Simfela semble moins se préoccuper des paroles (absentes de la pochette) que de la démarche individuelle et collective, fondée sur l'autoproduction, le non-profit et le rejet de toute logique marchande. Et en plus, le vinyle est rouge. Vraiment, ils abusent...

Contact: **Marc Navel, La Grange-Neuve, 01400 Châtillon-sur-Chalaronne, simfela666@voila.fr (Simfela) et Alchimia, 43, rue Franklin, 69002 Lyon, alchimia.inc@wanadoo.fr, alchimia.inc.free.fr**

APRÈS AVOIR SORTI un déjà fameux CD-démo (repressé ensuite en 25 cm), Amanda Woodward revient, toujours en vinyl, avec un EP intitulé *Pleine de grâce*. Trois titres de rock intense, qui jouent durement des coudes avec une bonne dose de punk et de hardcore. Ce qui frappe surtout – et qui accessoirement accroche les tripes – c'est cette extraordinaire tension qu'entretient le groupe entre une certaine complexité musicale et la puissance mélodique des morceaux. Les textes, d'un nihilisme un brin halluciné, qui paraissent nés d'une écriture automatique, conservent eux aussi une assez étrange force poétique. Bref, c'est à mon avis la meilleure surprise discographique de ce mois-ci. Le groupe vient de Caen, et le label est lyonnais. Mais qu'est-ce qu'ils ont bouffé en Rhône-Alpes?

Contact: **Purepainsugar, 47, rue Lortet, 69007 Lyon, party@purepainsugar.com, www.purepainsugar.com**

ON TERMINE sur une bonne adresse internet complètement consacrée à la scène punk hardcore internationale. Quand je précise internationale, ça veut aussi dire que le site est quasiment exclusivement présenté en english. Donc, pour celles et ceux qui maîtrisent la langue de Johnny Rotten, on y trouve des chroniques, des reportages, des interviews (enfin, DEUX interviews, dont celle fort intéressante de Cojoba, groupe de Puerto Rico), des photos, des dates de concerts, des annonces, toutes sortes d'infos... Le site attend en outre les contributions de quiconque souhaiterait y refléter d'autres facettes de l'activisme underground. Seul reproche: vous remarquerez, en entrant dans le site, que des fenêtres de pub de merde s'ouvrent en même temps. Et ça le fait pas trop. <http://www.punk-hardcore.fr.st>





le sang dessous dessus

« Normalement c'est liquide et rouge, ça coule et ça coagule, ni trop vite ni trop lentement. Normalement ça pulse et ça irrigue sans rien demander. Normalement c'est plein de gaz et de protéines bien dosées. Ça marque et ça réagit au quart de poil. Normalement ça granule sans faire d'histoires, et ça dure ce que ça doit durer. Normalement vous ne le voyez qu'à de rares et blessantes occasions. Les dames peuvent être plus souvent que les messieurs. Mais parfois ça dérape et ça se met à danser une folle et turbulente sarabande. Ça cristallise indûment, ça se phagocyte à tire-larigot, ça globule à l'envers, ça prend toutes les couleurs de l'arc-en-ciel, ça coince, ça viscosse en accéléré, ça s'échappe, sans le temps de rien retenir. Ça prolifère ou ça comate, ça métastase un max. Ça colonise, ça prend toutes les libertés, ça numérise n'importe comment. Les rapports de force s'inversent. Têtes à queues dans le plasma, la vraie pagaille. C'est le sang dessous dessous. Il ne reste plus qu'à... ne reste plus qu'à... ne reste plus qu'à... »

Sabine Mallet

CE COURT TEXTE est tiré d'un bouquin mis en pages avec haut goût et fine compétence. Le lecteur y trouvera, à l'exemple de l'extrait que nous venons de citer, une série d'écrits en situation lors d'un séjour à l'hôpital de Bligny. Trois auteurs, une photographe et un metteur en site ont partagé durant dix-neuf jours et dix-neuf nuits la vie (et la mort) des malades, celle du personnel et des visiteurs du lieu. Sismographes humains enregistrant paroles et silence, connexions et déchirements, attentifs à saisir la vie dans ce qu'elle cache, ou montre à l'économie, traquant avec délicatesse d'indicibles témoignages, de fragiles moments d'éternité et la ténacité à être là ou à lâcher prise...

La qualité essentielle de l'ouvrage ?
Dépasser l'innommable réalité: le monde est sans doute ce qu'il est, qui nous laisse

comme un lapin inquiet, quand nous nous en remettons trivialement à notre raison froide, mais nous savons qu'il peut être ce que nous voulons qu'il soit, et ce qu'il est déjà si nous savons le regarder, l'interpréter, mettre en branle les forces de la poésie, autrement dit le pouvoir du sensible.

Nous trouverons dans ce livre un témoignage indiscret et aussi un partage, sans la prétention d'une quelconque mission salvatrice, sinon d'être là, avec...

Le livre intitulé *Auteurs de garde* est disponible à Publico (10 euros), mais on peut se le procurer également chez Brocéliande, 38, rue de l'Ermitage, 93100 Montreuil. Ou encore en allant surfer sur www.berluette.com

André
groupe de Montreuil



agenda

Jeudi 19 juin Vannes

Conférence organisée par les groupes René-Lochu et Francisco-Ferrer avec Alicia de la Fédération libertaire argentine. Les thèmes abordés seront la situation actuelle en Argentine, le FMI, la privatisation des services publics, l'organisation des résistances à 20h30 à la maison des associations, 5, rue de la Tannerie.

Vendredi 20 juin Lorient

Conférence organisée par les groupes René-Lochu et Francisco-Ferrer sur les mêmes thèmes que la veille à Vannes. À 20h30 à la cité Allende.

Samedi 21 juin Paris 11^e

Forum *Les anarchistes français face aux guerres coloniales (1945-1962)*, avec Sylvain Boulouque à 16 h à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot.

Mercredi 25 juin Paris 11^e

Assemblée générale du RATP à 20 heures pour la préparation de la semaine du Libre accès aux transports 2003, au CICP. 21 ter, rue Voltaire. Venez nombreux avec vos idées d'actions, débats, théâtre de rue etc. Réseau pour l'abolition des transports tayants, 0698927865 <http://ratp.samizdat.net>

Vendredi 27 juin Nantes

Suite au bilan de la lutte contre le G8, débat sur le thème *mixité/Non mixité* au 17, rue Paul-Bellamy.

Samedi 28 juin Lille

Concert avec les Beaches et les Weismuler à 20h30 au Centre culturel libertaire.

Paris 11^e

Repas de soutien au RATP à la Rôtisserie, 4, rue Sainte-Marthe. Ouverture des portes à partir de 19 heures. RATP, 145, rue Amelot, Paris 11^e. 0698927865 ratp.samizdat.net

Rouen

Rencontre autour de Léo Ferré avec Claude Frigara auteur de *Léo Ferré, entretiens entre peau et jactance* à 14 heures à la librairie l'Insoumise, 128, rue Saint-Hilaire.

Dimanche 29 juin Crozon (29)

L'association Sortir du nucléaireCornouaille organise un carnaval anti-nucléaire entre Crozon et Morgat (Finistère). Le rendez-vous est fixé à 10h30 sur la place de la Mairie à Crozon. Préparez vos déguisements et venez nombreux.

Samedi 11 octobre Ris-Orangis

Le groupe Anarchie de la FA organisera un débat autour de *l'Anarchisme aujourd'hui et/ou Anarchisme et milieu ouvrier*.

Radio libertaire

Jeudi 19 juin

Si vis pacem: à 18 heures, la reconnaissance internationale du droit au refus de tuer avec Éric Sapin (Comité de coordination du service civil).

Vendredi 20 juin

Enjoy polar: à 12 heures, discussion en public animée et enregistrée au salon du livre, sur le thriller politique. Les invités: Dominique Manotti, Jean-Hugues Oppel, Jake Lamar (tous trois des éditions Rivages), Jean-Claude Patrigreon (éditions Atout) et Philippe Colin-Olivier (éditions Le Passage).

Jazz en liberté: à 22h30, avec Joseph Reinhardt quartet, Babik Reinhardt quartet, Django Reinhardt quartet, Philippe Petit, Barney Wilen, Cyril Duclos, Raymond Boni, Gérard Marais, Kamlo trio, Patrick Saussois quartet et Romane sextet.

Samedi 21 juin

Bulles de rêve: à 17 heures, émission dédiée au cinéma d'animation et retour sur le Festival d'Annecy.

Dimanche 22 juin

Tempête sur les planches: à 14 h, spécial théâtre de rue avec des interviews des trois compagnies qui lancent de nouvelles créations de théâtre de rue politique pour la saison qui est en train de débiter.

Mercredi 25 juin

Blues en liberté: à 10h30, Bo Didley, rock et blues.

Jeudi 26 juin

Si vis pacem: à 18 heures, Mouna gueule encore! Avec Gérard Durand, secrétaire des Amis de la vie.

Vendredi 27 juin

Jazz en liberté: à 22h30, avec Abdullah Ibrahim Big Band, Randy Weston Tanjah, John Coltrane Africa Brass, Misha Mengelberg et ICP Orchestra, Sun Ra Archestra, Muhai Richard Abrams Orchestra, Archie Shepp Attica Blues Big Band, Eddy Louis Multicolor Feeling et Lester Bowie Brass Fantasy.

89,4 MHz
en région parisienne

Quimper

les gueux s'invitent à la mairie

LE VENDREDI 6 JUIN, le collectif interprofessionnel des grévistes sur Quimper s'est invité au conseil municipal. L'occupation a commencé à 18 heures et s'est finie dans les chants et les rires vers 22 h 15. Le sénateur-maire UMP, Alain Gérard, secondé par M^{me} la députée Marcelle Ramonet, nous a offert de lire une déclaration au début du conseil... Ils auraient ensuite bien aimé que nous partions en silence pour laisser les notables de la ville discuter entre eux de choses trop importantes pour que nous puissions les comprendre. Et, là, les gueux ont décidé de rester et de faire le maximum de bruit possible. Au son de: « Y'en a ras l'bol de ces guignols qui ferment les usines et ferment les écoles! », ou encore du célèbre: « Rien n'est à eux, tout est à nous, tout ce qu'ils ont, ils l'ont volé » ou aussi la chansonnette: « Lundi, c'est la grève, mardi, c'est la grève, etc. »

Nous avons empêché la séance d'avoir normalement lieu. La gauche poubelle a essayé de récupérer la contestation; les Verts ont en premiers demandé le report du conseil et, en signe de solidarité, ils ont quitté la salle. Les communistes ont suivi quelques minutes après. Enfin, le PS a demandé une suspension de séance, puis a finalement quitté la salle, mais sans revendiquer la moindre solidarité avec notre mouvement!

Quoi qu'il en soit, aucun des élus de gauche n'est resté en soutien.

Lé maire a alors joué le pourrissement en allant avec son état-major dans une salle à part et en nous informant qu'il pourrait attendre jusqu'à 8 heures du matin s'il le fallait. Les flics ont bien sûr pointé le bout de leur nez mais, voyant l'esprit bon enfant, ont subitement disparu; du coup, nous avons pu sortir et rentrer en petits groupes comme nous le voulions pour ramener de la nourriture et des boissons. C'est lorsque nous avons commencé à pique-niquer dans le salon, avec de la musique militante: « Il nous ment, il nous ment » que le maire est revenu pour nous redemander de quitter la salle; bien sûr, par souci de démocratie, il acceptait de recevoir encore une délégation prochainement, mais il fallait que nous gardions la raison et que nous cessions de perturber le conseil.

Rien à faire, les gueux sont obstinés! Nous avons alors assisté à une parodie de démocratie. À cause de nos slogans et chansons, il leur était impossible de s'entendre parler, et ils ont donc fait un conseil municipal muet: un conseiller montrait sur un papier le numéro de la motion à voter, et tous les élus levaient immédiatement le bras. En leur criant: « C'est comme ça que ça se passe à l'Assemblée », on les a singés devant la presse. En vingt minutes, ils ont réussi à voter 169 motions.

Finalement, le conseil a été levé vers 22 heures, et nous leur avons fait une haie d'honneur en continuant à se moquer d'eux.

La presse locale a bien relayé l'information, et s'est même assez ouvertement moqué du maire. Cette occupation nous a toutes et tous remotivés; il est aussi important de remarquer que tous les slogans radicaux que nous pouvons lancer sont immédiatement repris par les grévistes, qui en d'autres temps nous auraient catalogué d'extrémistes. La mèche est allumée, ça va péter!

Renaud

groupe Crabes, Quimper



Pour les Roms de Montreuil la lutte continue

Soutenez les Roms dans leurs démarches administratives et juridiques et dans leur quotidien. Des photos-cartes postales, réalisées au lendemain de l'expulsion, sont en vente à Publico au prix de 3 euros. Vous pouvez aussi adresser vos dons à C. Rebatel, 58, rue de la Demi-Lune, 93100 Montreuil. <http://romsdemontreuil.free.fr>.

Le collectif se réunit tous les jeudis à 18 h 30 à la Bourse du travail, 24, rue de Paris, M^o Croix-de-Chavaux.

Faire-part de naissance

Le groupe Anarchie, nouvellement créé au sein de la FA, commence à sévir dans l'Essonne.

Pour le contacter, écrire à:
Groupe Anarchié
Au Caes
c/o Funansom'bul
1, rue Édouard-Bonté
91130 Ris-Orangis

ou par mail:
groupeanarchie@altern.org

Un débat autour de « l'anarchisme aujourd'hui » et/ou « anarchisme et milieu ouvrier » est organisé par le groupe le samedi 11 octobre.



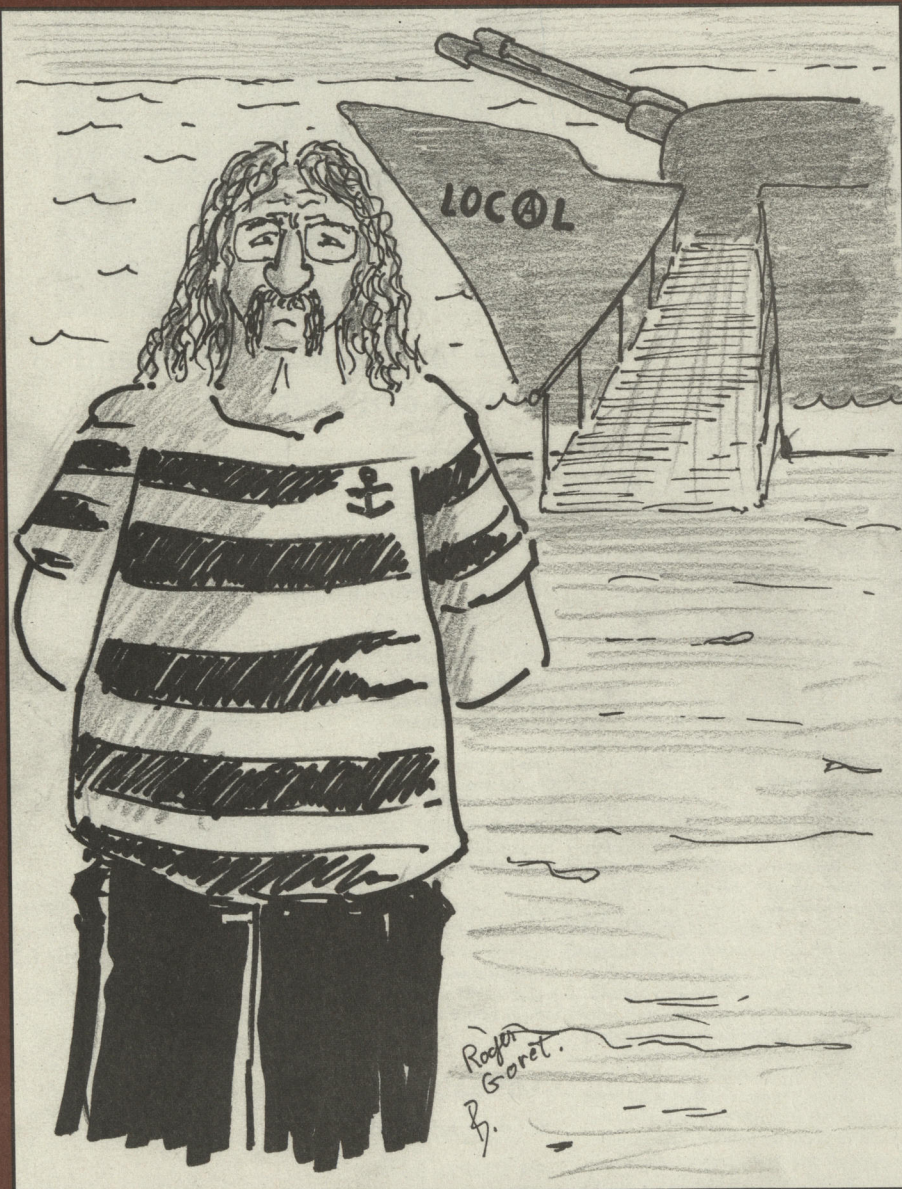
10^e gala « Salut Léo »

le 14 juillet 2003

au Trianon à Paris

Avec Vincent Absil, Wladimir Anselme, Dimitri Bogdis (Ferré en grec), Michel Bühler, Annick Cisaruk, Jean-Luc Debattice, Bernard Joyet, Josette Kalifa, Bruno Lapassatet, Chris-Cécile Lapassatet, Benjamin Legrand, Anne Peko, Jean-Michel Piton, Jean-Pierre Réginal, Nathalie Solence, Francesca Solleville, Serge Utgé-Royo.

80, boulevard Rochechouart, Paris 18^e (M^o Anvers). Prix d'entrée: 20 euros. Billets en vente à la librairie Publico, 145, rue Amelot, Paris 11^e, au Forum Léo-Ferré, 11, rue Barbès à Ivry-sur-Seine et dans les Fnac. Ouverture des portes à 19 h 30. Début du spectacle: 20 h 30.



Groupe Nada

Fédération anarchiste
BP 5137
83093 Toulon cedex.
fatoulon@lautre.net
fatoulon.lautre.net

Vers un local anar à Toulon

Présent depuis de longues années dans une ville qui oscille tantôt vers l'extrême droite, tantôt vers la droite extrême, le groupe Nada de la Fédération anarchiste travaille à l'ouverture prochaine d'un local, lieu de débats, rencontres, café libertaire, bibliothèque et table de presse militante. Ce local nous apportera l'autonomie et les moyens de mieux nous faire connaître et de mieux développer nos idées et nos pratiques afin d'être présents de manière plus efficace dans les luttes sociales d'aujourd'hui et de demain et d'insuffler une pratique libertaire, autogestionnaire et antiautoritaire loin des structures de pouvoir et de tout réformisme.

Les fonds récoltés, déjà assez importants, nous font espérer une concrétisation prochaine. Nous ne sommes plus très loin de notre but. La souscription est toujours ouverte et tout soutien à venir ne pourra que faciliter notre recherche. (chèques à l'ordre de ACL, mentionner « souscription local » au dos). Dans l'espoir de bientôt vous annoncer l'ouverture du local...